

l'Humanité

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS

SALAH HAMOURI LIBRE!



« L'ISOLEMENT COLLECTIF, UN MOYEN DE
DESTRUCTION MORALE. » ENTRETIEN EXCLUSIF P. 5



Temps forts

« 401 jours », titrait vendredi le module accompagné de sa photo que l'Humanité a publié chaque jour de l'embastillement de Salah Hamouri. Depuis dimanche matin, deux semaines après que sa femme, Elsa, eut porté son nom du haut de la Grande Scène de la Fête de l'Humanité, nous savons que notre participation à la campagne internationale pour sa libération a enfin porté ses fruits. Un dossier vide est devenu en cinq jours le motif d'une sinistre lettre de cachet, dès lors que le ministre chargé de la défense a dégainé le motif de « détention administrative » pour six mois : aucune preuve à avancer, aucun dossier à fournir, aucun débat contradictoire. Ce ministre, Avigdor Liberman, a toute sa place dans le gouvernement d'extrême droite de Benyamin Netanyahu. Les prisonniers palestiniens ? « Je propose de les transporter en autocars jusqu'à la mer Morte pour les noyer », a-t-il



ÉDITORIAL Par Michel Guilloux

Libre

déclaré un jour. Les citoyens israéliens hostiles à sa ligne de haine ? « Ceux qui sont contre nous méritent de se faire décapiter à la hache. » C'est donc ce dirigeant qui a pu décider à son gré de rallonger en février la détention de Salah de quatre mois, puis de trois mois, fin juin...

À la tribune de l'Assemblée nationale, le nom du jeune avocat franco-palestinien a enfin été prononcé par une ministre. À celle de l'ONU, le président de la République a certes fustigé « la loi du plus fort (qui) là

aussi ne fera que renforcer les frustrations et les violences ». Mais « la solution de deux États vivant côte à côte en paix et en sécurité avec Jérusalem pour capitale » qu'il a rapelée n'avancera pas en faisant comme si les deux camps en présence étaient à égalité. Il a aussi annoncé l'augmentation de la quote-part de la France aux écoles de l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens. Plus de 300 enfants croupissent derrière les barreaux, soumis au même régime que Salah. Le nombre des prisonniers politiques palestiniens s'élève à plus de 6 000. Alors que, en Israël même, la fuite en avant dans l'apartheid avec la sinistre « loi sur l'État juif » suscite des remous, il reste encore bien des marges d'action pour les dirigeants français et européens... La libération de Salah est un encouragement à amplifier le mouvement d'opinion nécessaire pour faire bouger les lignes. ♦

L'actualité sur l'Humanité.fr

JEUX VIDÉO La saga *Dragon Quest*, monument du jeu de rôle japonais, est de retour sur console. Nombre de ces séries se réinventent au fil des ans. *Zelda* et *God of War* l'ont admirablement fait ces derniers temps. Mais *Dragon Quest* a choisi une autre voie : celle de peaufiner toujours plus sa formule, de donner au joueur le sentiment d'être en terrain connu, tout en rendant l'expérience plus agréable. Dans cet épisode, les personnages et environnements dessinés par Akira Toriyama, également auteur de la série *Dragon Ball*, se reconnaissent au premier coup d'œil, dans un style à la fois manga et médiéval, heroic fantasy oblige. Yuji Horii est également de la partie en tant que game designer et Koichi Sugiyama complète ce trio historique à la composition, ses musiques fleurant bon le parfum d'antan. Lire notre article sur www.humanite.fr



Secours populaire 75
@SecoursPopParis
« Envisage-moi », à l'initiative de la photographe Lorelei Buser Suero, présente une série de portraits et de témoignages de 11 personnes qui sont à la fois bénévoles et aidées par @SecoursPopParis #pauvreté

L'homme du jour



EVAN ATAR ADAHA LE CHIRURGIEN DES RÉFUGIÉS

« Je me sentirais coupable si je laissais derrière moi des gens que je pourrais aider. » Cette devise d'Evan Atar Adaha est pleine de promesses. Elle est aussi pour lui une ligne de conduite. Ce chirurgien de 52 ans recevra, aujourd'hui à Genève, le prestigieux prix Nansen 2018 des mains de Cate Blanchett, ambassadrice de bonne volonté du Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR) des Nations unies. Après avoir fait des

études de médecine à Khartoum au Soudan, puis au Caire, ce fils d'agriculteurs choisit de revenir dans son pays, en proie à la guerre en 1997, et fonde un hôpital à Kartoum, dans l'État soudanais du Nil Bleu. En 2011, il fuit les violences, avec son équipe et ce qui reste de matériel médical à sauver, transportés sur des tracteurs ou autres véhicules. L'exode dure un mois. Il s'établit alors dans le nouvel État du Soudan du Sud qui vient d'accéder à l'indépendance. À Bunj, dans le comté de Maban, il établit un nouvel hôpital, qui soigne 200 000 personnes, dont plus de 144 000 réfugiés de guerre.

Dans le dénuement – l'électricité est générée par des groupes électrogènes –, les équipes du docteur Adaha pratiquent en moyenne 58 opérations par semaine. Soutenu par le HCR, cet établissement de santé compte cinq médecins. « L'action menée par le docteur Atar durant des décennies de guerre civile et de conflit est un superbe exemple de profonde humanité et d'altruisme », a salué Filippo Grandi, actuel dirigeant du HCR. ♦

GAËL DE SANTIS

L'IMAGE DU JOUR



Une touriste marchant sur un plancher de verre regarde deux parachutistes qui se sont élançés du haut de la tour KL et vont atterrir 420 mètres plus bas, à Kuala Lumpur en Malaisie. Manan Vatsyanyana/AFP



BONNE NOUVELLE

L'Institut national de recherche agronomique lance, pour créer une « tiquothèque » à destination des chercheurs du monde entier, un appel aux particuliers. Ces derniers peuvent envoyer par courrier les spécimens de cet acarien vecteur de la maladie de Lyme afin de faire progresser la recherche.



LE FIL ROUGE

filrouge@humanite.fr

Besançon (25) Les Amis de l'Humanité tiendront, le 3 octobre, à 20 heures, une conférence-débat intitulée « Dépassement du capitalisme et révolution écologique » avec Gérard Le Puill, journaliste à l'Humanité. Un thème inspiré de son dernier livre : *Réinventons l'économie dans un monde fini*. Entrée libre, salle Proudhon, place Granvelle.

Villeurbanne (69) Le PCF organise une soirée dédiée au « siècle de Mandela », en présence de Christophe Deroubaix, grand reporter à l'Humanité. Demain, à 19 heures, salle des conférences, 9, place Lazare-Goujon.

Béziers (34) La section du PCF et le Cercle populaire Joseph-Lazare proposent, vendredi 5 octobre à 18 h 30, au 2, rue Voltaire, un repas à thème « Transports, écologie, financements, revendications sociales : la réalité biterroise », avec Jean-Marc Biau, responsable syndical à la SNCF, et Robert Auzéby, retraité SNCF.



VOTRE RÉVÉLATION

Une situation à dénoncer ? Une injustice ? Envoyez-nous vos informations à revelation@humanite.fr



Aujourd'hui s'ouvre à La Haye une audience cruciale pour Laurent Gbagbo, ex-chef d'État de la Côte-d'Ivoire. P. Dejong/Pool/AFP

Le camp Gbagbo paie seul l'addition de cette crise politique avec des centaines de personnes arrêtées.

Il faut dire que ce procès très politique tourne depuis longtemps déjà à la débâcle judiciaire, entre les carences de l'instruction à charge orchestrée par la procureure Fatou Bensouda, les témoins cités par l'accusation qui se défilent ou confortent finalement le récit de la défense, la mise en lumière des manœuvres interlopes de la France pour installer Ouattara au pouvoir et faire expédier à tout prix Gbagbo à La Haye, quitte à prendre des libertés avec la légalité.

Aucune preuve « susceptible de justifier une condamnation »

Le dossier, depuis le début, est si fragile que, en 2013, les juges de la CPI avaient refusé de mettre en accusation l'ex-président ivoirien, demandant à la procureure de produire des preuves dignes de ce nom et de donner davantage de corps à ses accusations. Elle était revenue devant eux quelques mois plus tard, avec un dossier à peine plus étayé. Devant cette accusation qui n'en finit plus de s'enliser, le défenseur de Laurent Gbagbo, M^e Emmanuel Altit, n'hésite pas à fustiger une enquête « approximative », qui n'aboutit à rien de « concluant ». Conséquence, avant même la clôture officielle de l'accusation le 1^{er} juin et sans citer de nouveaux témoins à décharge, les avocats de la défense demandaient, au printemps, l'autorisation de plaider sans tarder l'acquittement, aucune preuve « susceptible de justifier une condamnation » n'ayant été produite au cours de ce procès. Requête acceptée par les juges, qui demandent à la défense de présenter « des observations concises et ciblées sur les questions de fait précises pour lesquelles, à leur avis, la preuve présentée est insuffisante pour justifier une déclaration de culpabilité et à l'égard de laquelle, par conséquent, un jugement d'acquittement total ou partiel serait justifié ». Gbagbo sera-t-il finalement acquitté et libéré ? Un tel précédent existe. Il y a deux ans, la CPI mettait fin aux poursuites contre le vice-président kényan William Ruto, les juges estimant insuffisants les éléments de preuve présentés par la procureure pour poursuivre le procès. Dans l'affaire Gbagbo, un tel épilogue porterait un nouveau coup dur à la crédibilité de la justice internationale et ferait, sur le plan politique, l'effet d'un coup de tonnerre, bien au-delà des frontières de la Côte d'Ivoire... ●

ROSA MOUSSAOUI

COUR PÉNALE INTERNATIONALE

Le procès de Gbagbo n'en finit plus de s'enliser

Avec un dossier d'instruction à charge, mal ficelé, le procès de l'ex-président ivoirien tourne à la débâcle. Ses avocats plaident aujourd'hui l'acquittement.

Les hélicoptères des forces de l'opération « Licorne » viennent de tirer leurs dernières salves sur la résidence présidentielle de Cocody, qui jouxte, sur les rives de la lagune Ébrié, les quartiers de l'ambassadeur de France. Un commando des Forces républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI), anciens rebelles du Nord recyclés dans l'armée du candidat Ouattara, qui vient de prendre Abidjan avec l'appui de Paris, se fraye, aux derniers crépitements des mitrailleuses, un chemin dans la poussière et la fumée.

Dans la ville aux mains des com' zone (1), qui pillent, tuent et font régner la loi du plus fort, c'est la stupeur. L'un de ces seigneurs de guerre fait exploser une serrure à la mitrailleuse. Pour les besoins de la propagande, une équipe de télévision française accompagne les « vainqueurs » dans leur traque, jusque dans les sous-sols de la résidence présidentielle. À Laurent Gbagbo, hagard, les hommes en treillis enfilent sans ménagement un casque et un gilet pare-balles. Son épouse, Simone, n'aura pas le droit à cette attention : elle est frappée, insultée. Au même moment, la presse parisienne brosse d'elle le portrait cruel d'une Messaline des tropiques, d'une « sorcière » assoiffée de sang – mi-sère de l'imaginaire colonialiste !

Un climat de violation généralisée des droits humains

Le couple est traîné dehors, exhibé sous l'œil des caméras comme un trophée, avant d'être conduit à quelques encablures, à l'hôtel du Golfe, où le nouveau maître d'Abidjan, Alassane Ouattara, a installé son quartier général. Là, les captifs sont encore filmés, dans une mise en scène

sordide, dominée par la volonté d'humiliation. Ce 11 avril 2011, au terme d'une crise postélectorale qui a fait, selon l'ONU, plus de 3 000 morts, s'enclenche une mécanique redoutable, celle d'une « justice des vainqueurs » parrainée sans complexe par l'ex-puissance coloniale. À l'origine de graves crimes de guerre, comme le massacre de Duékoué, qui a fait plusieurs centaines de morts, les alliés d'Alassane Ouattara échapperont à toutes les poursuites de la justice, ivoirienne ou internationale. Le camp Gbagbo, au contraire, paie seul l'addition de cette crise politique, avec des centaines de personnes arrêtées et incarcérées, selon les termes d'Amnesty International, « en raison de leurs affiliations politiques ou de leur appartenance ethnique », dans un climat de violation généralisée des droits humains. Jusqu'à la surprenante ordonnance présidentielle

qui amnistiait, cet été, quelque 800 prisonniers politiques... dont Simone Gbagbo. Symptôme d'une machine de revanche politique désormais grippée.

Aujourd'hui s'ouvre à La Haye une audience cruciale pour Laurent Gbagbo, seul ancien chef d'État jugé par la Cour pénale internationale (CPI), devant laquelle n'ont comparu, en vingt ans, que des Africains (26 affaires, pour la plupart toujours en phase de procès, 32 mandats d'arrêt dont 15 ont été exécutés, 6 prisonniers, 1 condamné). Jugé depuis plus de deux ans, l'ex-président ivoirien demande, après sept ans de détention, son acquittement. Avec Charles Blé Goudé, l'ancien chef des Jeunes patriotes, il est accusé de quatre chefs de crimes contre l'humanité : meurtres, viols, persécutions et autres actes inhumains. Les deux affaires ont été jointes en 2015 ; les deux accusés plaident non coupables.

(1) « Commandants de zones » des Forces nouvelles, mouvement rebelle créé en 2002 au nord du pays.

L'événement



Jérôme Dérigny

403 JOURS

de détention arbitraire pour Salah Hamouri. Il a enfin été libéré, dimanche.

450

C'est le nombre de prisonniers palestiniens toujours emprisonnés dans le cadre de la détention administrative, renouvelable tous les six mois à la seule volonté de l'occupant.

PALESTINE

Salah Hamouri, la liberté (enfin) retrouvée

Après treize mois de détention administrative, l'avocat franco-palestinien est sorti de prison. La vigilance reste de mise pour qu'il puisse bénéficier de toute sa liberté de mouvement.

La nouvelle est tombée, hier, en fin de matinée. «*Salah Hamouri est libre !*» L'avocat franco-palestinien était incarcéré depuis treize mois. Pour quelles raisons ? Nul ne le sait puisqu'il était enfermé sous le régime de la détention administrative. C'est-à-dire qu'aucune charge ne lui a été signifiée. Ni à lui ni à ses défenseurs. Un dossier secret qui l'a privé de liberté et dont on peut se demander si, en réalité, il contenait quelque chose.

L'arbitraire et le caractère coercitif de la détention administrative apparaissent au grand jour. Car, enfin, soit un individu représente «*une menace pour la sécurité d'Israël*», selon une assertion récurrente dans ce pays qui se voudrait preuve, et alors les charges doivent être divulguées et un procès ouvert. C'est ce qu'on appelle un État de droit. Soit les services de renseignements israéliens et les «*juges*» n'ont rien entre les mains. Dans ce cas, on aimerait savoir ce qui a conduit au renouvellement de la détention administrative de Salah Hamouri. Le ministre de la Défense en personne, l'homme d'extrême droite et ancien vider de boîte de nuit Avigdor Lieberman, a signé les ordres d'incarcération. D'abord six mois, puis quatre mois et enfin trois mois. Treize mois d'enfermement, de privation de liberté. Pour rien. Sinon, on peut être sûr que Salah Hamouri croupirait encore en prison.

Mais si les autorités israéliennes ont dû procéder à l'élargissement de Salah, c'est

aussi parce que, depuis le 23 août 2017, date de son arrestation à son domicile de Jérusalem-Est, la solidarité s'est développée. Un comité pour sa libération, avec, à sa tête, Elsa Hamouri-Lefort, l'épouse de Salah, a été créé, qui a multiplié les initiatives publiques, les rassemblements, les appels, au niveau national comme au niveau local. Des comités ont vu le jour, dont la caractéristique a été la large représentation : des personnalités, des élus de tous bords, des citoyens de toutes confessions, voire non-croyants... «*Une grande diversité s'est rassemblée, s'est élargie et est restée unie pour cette cause fondamentale : celle de la liberté*», souligne Elsa dans un communiqué publié quelques minutes seulement après la libération de son époux. Elle ajoute : «*En ce moment tout particulier, je tiens à vous remercier chaleureusement, en mon nom bien sûr, mais aussi au nom de Salah, et nous tenons à vous assurer de notre plus profonde et sincère reconnaissance. Nous n'oublierons pas ce moment de forte solidarité humaine.*»

Ni les parents ni l'épouse de Salah Hamouri n'ont été reçus à l'Élysée

Les autorités françaises, de leur côté, ont eu une attitude peu claire. Certes, il a bien été dit qu'Emmanuel Macron est intervenu à deux reprises auprès de Benjamin Netanyahu pour demander la libération

de Salah Hamouri. Mais pour quel résultat ? Contrairement à ce qui a été le cas pour les familles d'autres Français détenus à l'étranger, ni les parents ni l'épouse de Salah Hamouri n'ont été reçus à l'Élysée. Le seul rendez-vous prévu, fin août, a été annulé sans explication. En revanche, mi-septembre, Meyer Habib, député

«*Les Constructifs*» des Français de l'étranger, homme-lige de Netanyahu en France, qui avait insulté Salah Hamouri dans l'Hémicycle, a été accueilli par le président de la République. Il y a quelques jours encore, aucune indication

n'était donnée à la famille Hamouri, les autorités françaises expliquant qu'elles ne «*savaient pas*» ce qu'il adviendrait le 30 septembre.

Cette attitude française n'est pas anecdotique. Elle est, au contraire, la marque du type de relations qu'elle entretient avec Israël. Il y a des prises de position mais jamais les moyens pour les faire respecter. Ainsi en va-t-il du droit international, que Tel-Aviv bafoue sans vergogne. Ainsi en va-t-il de cette détention administrative qu'utilisaient les Britanniques en Irlande contre ceux qui luttèrent pour leur indépendance et l'apartheid sud-africain contre ceux qui combattaient le régime raciste. Ce n'est sans doute pas un hasard. Sur les plus de 5 500 prisonniers politiques palestiniens – parmi lesquels des dirigeants politiques de premier plan comme Marwan

«**LA LIBERTÉ EST UN SENTIMENT INDESCRITIBLE.**»
SALAH HAMOURI



La Fête de l'Humanité a été une caisse de résonance. Hier, notre compatriote a pu retrouver une partie de

Barghouti et Ahmed Saadat, actuellement dans les geôles israéliennes, 350 sont des enfants et 450 sont enfermés dans le cadre de la détention administrative.

Les autorités israéliennes n'ont pas renoncé à le harceler

Bien que libéré, Salah Hamouri ne doit pas participer à «*aucune célébration (notamment de sa libération) pendant trente jours*», a indiqué son avocat, M^e Mahmoud Hassan. Il lui est également interdit de prendre part à des activités militantes pendant cette période, a ajouté M^e Hassan, qui a précisé qu'une caution de 20 000 shekels (environ 4 700 euros) avait été payée. Preuve que les autorités israéliennes n'ont pas renoncé à harceler Salah Hamouri. Elsa et leur bébé n'ont pas le droit d'entrer en Israël (passage obligé pour se rendre dans les territoires palestiniens). En conséquence, il ne les a pas vus depuis plus de treize mois. C'est dire si les comités de soutien à Salah Hamouri vont rester vigilants. Pour être certain que l'avocat franco-palestinien conserve toutes ses libertés. Dont celle de pouvoir se déplacer en France et de rentrer à Jérusalem. ●

PIERRE BARBANCEY

LES SOUTIENS DE SALAH HAMOURI APPELLENT À LA VIGILANCE

Pierre Laurent a exprimé sa «*joie*», hier, après la libération de «*notre compatriote*» Salah Hamouri, qui a subi «*plus de 400 jours de détention administrative, sans jugement ni motif, si ce n'est l'illégitime arbitraire de Benjamin Netanyahu et de son ministre de la Défense, Avigdor Lieberman*». Le secrétaire du Parti communiste français invite à la «*vigilance*» pour que Salah Hamouri, «*militant de la paix*», puisse «*rentrer chez lui à Jérusalem, recouvrer*

sa complète liberté de circulation et de déplacement, y compris à l'étranger». «*Nous appelons à la libération de tous les prisonniers politiques, dont Marwan Barghouti*», déclare Pierre Laurent. «*Notre joie pour la libération de Salah Hamouri est proportionnelle à notre intacte détermination à faire libérer le peuple palestinien tout entier*», a réagi Patrick Le Hyaric, qui a invité le gouvernement français à «*demandeur que soit rendu public le dossier qui*

a conduit à l'emprisonnement de Salah Hamouri» et à «*réclamer la liberté de circulation pour Salah Hamouri et de droit de vivre avec son épouse et son enfant là où ils le décident*». Le député européen et directeur de l'Humanité estime que désormais «*les institutions européennes doivent utiliser tous les outils à leur disposition (...) pour que vivent deux États côte à côte dans les frontières définies en 1967, avec Jérusalem-Est comme capitale de la Palestine*».

À GAZA, ISRAËL CONTINUE DE TUER

Deux enfants de 11 et 14 ans ont été tués, vendredi, lors des manifestations pour le droit au retour. Les snipers israéliens se sont surpassés, abattant le même jour une quinzaine de Palestiniens et en blessant des dizaines d'autres.

OSAMA TAMIMI LIBRE AUSSI

Le cousin de Ahd Tamimi, Osama Tamimi, a été libéré hier après neuf mois de prison. Son frère, Mohamed, ainsi qu'une vingtaine de jeunes du village de Nabi Saleh sont toujours détenus.

L'événement

de la campagne pour la libération de Salah, comme ici sur la Grande Scène, dimanche 16 septembre, avec son épouse Elsa Hamouri-Lefort et les membres du comité de soutien. sa famille à Dahiyat Al-Barid, en Palestine. Guillaume Collanges/Collectif Argos; Ahamad Gharabli/AFP

«Ils utiliseront tous les moyens pour essayer de nous faire craquer»

Quelques heures à peine après sa libération, nous avons pu joindre Salah Hamouri. Il semblait fatigué mais heureux, malgré une tentative de pression psychologique des renseignements israéliens.

Comment va votre moral après plus d'un an de détention ?

SALAH HAMOURI Le moral est bon. Il est même haut, bien qu'ils aient fait encore une tentative de pression psychologique dès que je suis sorti de la prison où je me trouvais dans le Néguev, à huit heures du matin. Les services de renseignements m'attendaient et m'ont embarqué jusqu'au centre d'interrogatoire de Jérusalem, al-Moscobiye, dans le quartier qu'on appelle Russian Compound. Là, ils m'ont dit qu'ils avaient des informations selon lesquelles des gens allaient venir fêter ma libération à Jérusalem-Est et qu'ils allaient brandir des drapeaux interdits (le drapeau palestinien - NDLR). Je leur ai dit que, sortant de prison, je n'avais aucun contact avec personne et n'étais au courant de rien. Mon frère a dû payer une amende de 3 000 shekels (environ 700 euros) et une caution de 20 000 shekels (environ 4 700 euros) au cas où je ferais quelque chose qui m'est interdit dans les trente jours, à savoir je ne dois pas participer à des rassemblements ou des manifestations publiques de quelque ordre que ce soit.

Comment se sont passés ces treize mois en prison ?

SALAH HAMOURI La prison reste un endroit très difficile. Un endroit où les Israéliens essaient de nous déchirer, de nous faire perdre notre identité, nous faire perdre notre humanité. Et nous, nous faisons tout le contraire justement pour garder notre humanité et la défendre. Ils utilisent tous les moyens possibles pour essayer de nous faire craquer. J'ai personnellement subi des périodes d'isolement. S'ajoutait un isolement que j'appelle collectif. Je m'explique : je n'ai pas pu voir mon épouse ni mon fils parce qu'ils n'ont pas le droit de venir. Ils sont interdits de territoire par Israël. Du coup, l'isolement collectif des prisonniers devient un moyen de destruction morale. Ils s'attaquent directement à nos esprits.

Vous avez subi trois ordres de détention administrative : six mois puis quatre mois et enfin trois mois. Comment vit-on de telles situations ?

SALAH HAMOURI C'est encore un moyen pour exercer une pression psychologique sur le prisonnier. Au bout de six mois, on se dit qu'on va être libre. D'autant plus qu'aucune charge n'est présentée. On se prépare à sortir. Votre famille aussi. Et vous ne sortez pas. Vous apprenez que



Salah Hamouri
Avocat franco-palestinien

vous devez rester en prison. Idem au bout des quatre mois. Il faut rappeler qu'il y a des centaines de prisonniers en détention administrative et certains y sont depuis plus de deux ans maintenant. Certains ont été libérés puis arrêtés de nouveau, toujours dans le cadre de la détention administrative, seulement quelques jours après être sortis. Là encore, c'est un moyen pour détruire la société palestinienne. C'est quelque chose qui peut m'arriver aussi dans les prochains jours. On ne sait jamais quels sont les plans des Israéliens, ni ce qu'ils ont en tête. On n'est pas dans un État de droit.

Depuis que vous êtes sorti, j'imagine qu'on vous a mis au courant de la solidarité qui s'est développée pour votre soutien, et notamment celle de l'Humanité ?

SALAH HAMOURI Mes parents m'ont dit ce qu'avait fait le journal l'Humanité. Un journal qui m'avait déjà soutenu pendant ma première détention, il y a plusieurs années. Là, encore une fois, l'Humanité s'est mobilisée. C'est un journal qui soutient les demandes de liberté des peuples sous occupation. Merci à l'Humanité, à tous ceux qui y travaillent et merci à ses lecteurs. ●

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR P. B.

DROITE CONTRE DROITE

« J'appelle tous les élus et responsables de la droite historique, à Agir ou encore à LR, qui désapprouvent la dérive opportuniste de Laurent Wauquiez, à saisir la main tendue (...) par Emmanuel Macron. »
Frédéric Lefebvre Droite constructive (Agir)

DE LA PART D'UN ANCIEN CAMARADE

Manuel Valls fait sa tournée médiatique pour justifier son choix de quitter ses mandats pour faire campagne en Espagne. Un départ « avec le goudron et les plumes », pour « l'un des hommes politiques les plus détestés dans ce pays », selon Olivier Faure (PS).

EUROPÉENNES

La gauche entre frictions et appel à l'unité

Malgré de nombreuses passes d'armes, un nouvel appel à « se mettre autour d'une table » a été lancé ce week-end par Ian Brossat. Plusieurs formations devraient répondre présent.

Le carton officiel n'est pas encore posté, mais l'invitation est déjà partie. « J'en appelle à Mélenchon, Besancenot, Hamon, j'aimerais qu'on puisse se mettre autour d'une table et voir ce qu'on est capable de faire ensemble », a lancé le chef de file du PCF pour les européennes, Ian Brossat, samedi soir sur France 2. Pourquoi maintenant ? « Le risque que l'extrême droite soit la première force politique au Parlement européen est réel et, à huit mois des élections européennes, Macron et ses affidés font tout pour résumer le débat à un affrontement entre les fachos et les libéraux. On ne peut donc pas se satisfaire du paysage de dispersion terrible de la gauche », explique l'élus parisien à l'Humanité. Reste que l'ambiance à gauche n'est pas au beau fixe.

Si l'invitation devrait aussi trouver la boîte aux lettres d'Emmanuel Maurel, de l'aile gauche du PS, elle ne s'adresse pas au Parti socialiste en tant que tel. De quoi faire réagir le député socialiste Luc Carvounas, qui lançait ce week-end à Marseille une nouvelle asso-

ciation, la Gauche arc-en-ciel : « M. Brossat se trompe, ça ne suffit plus de dialoguer au sein des partis, et la gauche ne se reconstruira pas sans le PS », pense-t-il. « Il faut être honnête, il nous est possible de travailler ensemble notamment à l'échelle locale, mais sur l'Europe, nos divergences sont très anciennes », réplique Brossat, qui ne voit « pas aujourd'hui dans le discours des socialistes une remise en cause profonde de la construction européenne ».

« Un rassemblement sur des bases claires »

Côté NPA, on est partant « pour se rencontrer dès lors qu'il s'agit de trouver ensemble tous les moyens de s'opposer à la politique violente du gouvernement et de se tenir à l'écart des stratégies électoralistes », réagit Olivier Besancenot, qui la semaine dernière plaçait dans Regards pour une « unité politique » du camp « anticapitaliste et internationaliste ». Chez Génération.s, qui, après son tour de France des solidarités, se penchera

« JE NE SAIS PAS À QUELLE CONCLUSION ABOUTIRAIT CETTE DISCUSSION MAIS JE PENSE QU'ELLE MÉRITE D'AVOIR LIEU. »
IAN BROSSAT, CHEF DE FILE DU PCF POUR LES EUROPÉENNES



De gauche à droite, Benoît Hamon, Pascal Cherki, Francis Wurtz et Ian Brossat, au stand du PCF, à la dernière Fête de l'Humanité. A. Facelly

sur sa liste en novembre, on semble aussi partant pour prendre place autour de la table : « On est loin d'avoir bouclé le scénario, il est évident que nous avons des convergences sur beaucoup d'analyses avec, par exemple, le Parti communiste. Après, il faut que les rassemblements se fassent sur des bases claires », insiste le député européen Guillaume Balas. Avec la France insoumise en revanche, ça coince. Pas question de mettre « sous le tapis ce qui relève de vraies divergences politiques sur l'Europe ou la question migratoire », jure l'élus hamoniste, tout en pointant du doigt les « attaques ad hominem » de Jean-Luc Mélenchon. « Quand on voit Benoît Hamon qui était absent le jour du vote de la loi immigration de Manuel Valls, qui a commencé ce que Macron a terminé, disons qu'il y a une certaine hypocrisie », a déclaré hier l'insoumis sur France 3, alors

qu'il était interrogé au sujet de son refus de signer un appel pour l'accueil des migrants initié par Mediapart, Politis et Regards. Réaffirmant sa volonté de ne pas « faire de l'immigration la question centrale des élections », le député de Marseille, qui souhaite voir l'aile gauche du PS rejoindre ses rangs, a toutefois ajouté : « Sur ce sujet, il y a des points de vue différents. Si toute différence aboutit au fait qu'on est déclaré irréconciliable, ce n'est plus la peine de parler. » Ian Brossat, lui, tempore : « Nous avons des débats notamment sur la question de l'accueil des réfugiés, mais pas seulement. Sur la défense, nous aurions sans doute beaucoup à discuter avec Benoît Hamon. Donc nous avons des divergences mais nous partageons l'idée que l'Europe actuelle nous conduit au désastre », juge-t-il, soulignant l'existence de nombreux « combats communs ». À suivre. ●

JULIA HAMLAOUI

Indre Nouvelle action en faveur de la réouverture de la maternité du Blanc

Au Blanc (Indre), citoyens et élus se battent par tous les moyens contre la « suspension temporaire d'activité » de leur maternité, décidée le 27 juin. Vendredi, à l'appel du comité de défense des usagers de l'hôpital du Blanc, les élus du territoire ont décroché leurs portraits officiels d'Emmanuel Macron, une cinquantaine au total, pour les déposer devant la sous-préfecture, où se rassemblaient des centaines de citoyens. Le moment n'a pas été choisi au hasard : c'est aujourd'hui que le rapport d'expertise sur la viabilité de la maternité, commandé par l'agence régionale de santé (ARS), devrait être présenté aux instances de l'hôpital. Après de multiples actions cet été, une manifestation le 18 juin et l'envoi de courriers, quarante-huit élus de tout bord adressaient déjà un appel à l'État pour rouvrir la maternité du Blanc au 1^{er} septembre, la fermeture n'ayant été initialement fixée que pour la période estivale. ●

A. L.

Municipales « Pas du tout exclu » pour Édouard Philippe de se présenter au Havre

Après l'annonce de Gérard Collomb, qui souhaite quitter ses fonctions de ministre après les européennes pour se consacrer à la campagne des municipales à Lyon, c'est au tour d'Édouard Philippe de laisser entrevoir, jeudi dans l'Émission politique de France 2, un départ de l'exécutif avant la fin du quinquennat en 2022. Briguera-t-il, en 2020, un nouveau mandat au Havre, dont il fut le maire entre 2010 et 2017 ? « C'est évidemment une question qu'on me pose régulièrement, et que je me pose parfois. Ce n'est pas du tout exclu », a déclaré le locataire de Matignon. Le même s'est pourtant adressé à « tous ceux qui s'intéressent » aux élections, pour les appeler à « une forme de retenue et de concentration » face aux « défis considérables »... Soucieux de préserver une unité du gouvernement, entachée par deux départs à la rentrée, le patron de LaRem, Christophe Castaner, a dit « souhaiter qu'il soit à sa tâche jusqu'à la fin du quinquennat ». ●

A. L.

APOSTROPHE

Macron aime les « problèmes du quotidien » mais pas ceux du peuple

Emmanuel Macron en fait des tonnes, sur l'île dévastée de Saint-Martin, pour sauver sa popularité. Il donne l'onction à une femme pauvre. Attrape un braqueur par l'épaule. Embrasse les bébés. « Je suis content d'être avec les gens. J'aime beaucoup le contact (...). Je suis heureux de traiter les problèmes du quotidien », confie-t-il au JDD. Le quotidien, oui, mais pas trop. « Je suis bien sûr sensible à la problématique du pouvoir d'achat. Mais, moi, je ne suis pas engagé là-dessus (...). La politique que je mène, elle ne peut pas seulement être pour la fin du mois » mais pour savoir « sur quels rails nous allons mettre le pays dans dix ans, dans quinze ans ». « Ça donne du recul par rapport aux péripéties du quotidien », dit finalement le chef de l'État, qui a quand même réussi à faire à nouveau la leçon à un demandeur d'emploi. ●

PIERRE DUQUESNE

L'INTOX DE LA DÉGRESSIVITÉ

« Le plus grave, c'est de faire croire que la dégressivité des allocations chômage va faire baisser le chômage. C'est faux. » **François Hommeril**
Président de la CFE-CGC

CASINO : LES SYNDICATS HAUSSENT LE TON

CGT, CFDT, CFE-CGC et Unsa de Casino exigent une réunion « dans les plus brefs délais » du comité de groupe afin de « clarifier » la situation. Évoquant un éventuel projet de cession de 20 hypermarchés, les syndicats dénoncent une « absence de communication » et pointent l'« inquiétude » des salariés.

Capital/travail**SANTÉ**

À Creil, on refuse de « faire des accouchements dans les couloirs »

Dans cette ville de l'Oise, des maires et le comité de défense de la maternité, opposés à son transfert à Senlis, ont visité l'établissement, accompagnés de Patrick Pelloux, président de l'Association des médecins urgentistes de France (Amuf).

Creil (Oise), envoyée spéciale.

Ils sont venus ceints de leurs écharpes tricolores. Une cinquantaine d'élus, des maires, des représentants de l'agglomération, la sénatrice Laurence Rossignol, ex-ministre de François Hollande, ont dénoncé la fusion de la maternité de proximité de Creil (Oise) avec celle de Senlis, située à une quinzaine de kilomètres. À leur tête, l'urgentiste médiatique Patrick Pelloux, invité jeudi dernier à visiter la maternité vouée à la fermeture par Jean-Claude Villemain, maire (PS) de Creil, président de l'agglomération, et Jean-Pierre Bosino, maire (PCF) de Montataire, tous deux membres du conseil de surveillance du Groupe hospitalier public sud de l'Oise (GHPSO), le premier en assurant même la présidence. « Il y a 66 millions d'habitants en France, or il nous reste 513 maternités. Il faut arrêter de les fermer ! » a lancé l'urgentiste, interpellant Emmanuel Macron : « Le 18 septembre, le président nous a fait un beau discours sur l'hôpital de proximité, maintenant il faut des preuves. »

Ce jeudi, la visite est tolérée par la direction du site, sans plus. L'accueil est plutôt frais. Pas de directeur pour serrer la main des personnalités et celles du président de l'Association des médecins urgentistes de France (Amuf) et des membres du comité local de défense de la maternité. « Dans notre agglomération, cinq quartiers sont en politique de la ville, donc parmi les plus pauvres, et on fermerait un service public de proximité essentiel ? Cette fusion serait une aberration », commente Jean-Pierre Bosino, chargé de conduire la visite.

« On cherche à réduire le coût de revient d'un bébé »

Dans la maternité, les soignants s'affairent, concentrés mais souriants. Des biberons dans des sacs aseptisés passent d'une main à l'autre. On cherche des signes de dégradation. Les couloirs sont lumineux. Les chambres simples, hospitalières. Un nourrisson donne de la voix. Rien d'anormal. Un soignant indique qu'« il compte bien continuer à travailler ici ». Ce n'est pas l'avis du docteur Costes, chef du pôle mère-enfant. Ce gynécologue défend le projet de fusion. « Il nous faut des solutions tout de suite. La maternité n'est ni attractive ni efficiente », estime-t-il. Interpellé sur les risques



Élus et usagers se sont mobilisés, le 27 septembre à Creil, pour préserver le service de néonatalogie et la maternité de l'hôpital de la ville. Une initiative soutenue par Patrick Pelloux (au micro). J. Jaulin/Hans Lucas

que ferait courir l'éloignement de la maternité pour les femmes des quartiers populaires, dont 40 % n'ont pas de véhicule, le docteur considère qu'« il ne faut pas en faire un combat social mais proposer la même sécurité partout ». Selon ce médecin, il y aurait, en France, 10 000 lits de maternité en trop.

La direction du groupe hospitalier s'appuie sur un avis unanime des membres de la commission médicale d'établissement (CME) pour défendre la fusion. « Vingt médecins sur 140, cela ne fait pas une majorité », remarque Paul Cesbron, l'un des animateurs du comité local de défense de la maternité, qu'il a dirigée jusqu'à son départ en retraite. On cherche à réduire le coût de revient d'un bébé. En fait, on nous pré-

« Il y a 66 millions d'habitants en France, or il nous reste 513 maternités. »

PATRICK PELLOUX
MÉDECIN URGENTISTE

pare une usine à bébés. » D'ailleurs, à l'hôpital, les voix dissonantes commencent à résonner fortement. Ainsi, celle du docteur Paul-David Castro, gynécologue obstétricien depuis vingt ans à Creil, à l'origine d'une proposition alternative. Lui défend le principe d'une fusion des deux maternités, mais à Creil. « Pour des raisons de démographie médicale, explique-t-il. Et à Creil parce que nous disposons d'un hélicoptère, d'un service de néonatalogie, de réanimation et d'un centre de l'Établissement français du sang (EFS), tout le nécessaire pour assurer la sécurité d'une maternité de niveau 3, ce qui ne sera pas le cas à Senlis. » Le médecin a présenté son projet à l'agence régionale de santé (ARS).

Pourtant, le calendrier de la fusion a été accéléré, puisque le transfert vers Senlis était initialement prévu en 2021. Pour quelles raisons ? Ici, on l'ignore. Le groupe hospitalier est soumis, comme beaucoup d'autres, à un plan de retour à l'équilibre comptable. « En un an, environ 50 postes et 100 lits ont été supprimés. Les recettes sont amputées par la baisse d'activité et la diminution des remboursements de la Sécurité sociale », dénonce Corinne Delys, secrétaire générale de la CGT de l'hôpital.

L'hôpital de Senlis « ne dispose que d'un dépôt d'urgence de sang »

L'établissement affiche un déficit de 40 millions d'euros, « dont 4 millions sont remboursés à des entreprises pour des travaux qui n'ont pas été terminés. Et on s'apprête à créer de nouvelles dépenses pour la fusion », déplore Jean-Claude Villemain. Il évoque no- ●●●

Capital/travail

●●● À Creil, on refuse de « faire des accouchements dans les couloirs »

tamment le coût des travaux prévus à Senlis pour accueillir temporairement les nourrissons dans un service désaffecté (environ 1,5 million d'euros) et la mise en place d'une navette pour assurer les trajets des futures mamans entre Creil et Senlis.

Depuis cet été, après un accouchement qui a failli coûter la vie à une jeune maman et à son enfant, l'unanimité des médecins s'est fissurée. Les pédiatres et les anesthésistes montent au créneau. « Ce projet d'unification sur le site de Senlis nous semble induire un retard de prise en charge des parturientes, ce qui entraîne une perte de chance pour la mère et/ou l'enfant », s'inquiètent ces derniers. L'hôpital de Senlis « ne dispose que d'un dépôt d'urgence de sang, inadapté à la configuration d'une maternité assurant jusqu'à 3500 accouchements par an », invoquent-ils. Les urgentistes ne sont pas en reste. « Je ne ferai pas d'accouchements dans les couloirs », s'est insurgé l'un des médecins, qui, comme quatre de ses collègues, menace de démissionner. Dans ce service déjà surchargé, personne n'ignore les conséquences de la disparition de la maternité de proximité : des grossesses mal prises en charge, des accouchements prématurés et plus fréquents au domicile. En clair, des urgences encore plus sollicitées. « Plus on a fermé de maternités, plus il a fallu développer la formation des urgentistes aux accouchements inopinés et dans les ambulances », se désole Patrick Pelloux. ●

SYLVIE DUCATTEAU

POUVOIR D'ACHAT

Fin des cotisations chômage, le grand bluff

Les salariés du privé n'ont plus à s'acquitter de leur part de cette contribution. Une compensation incomplète de la hausse générale de la CSG pour 2018.

C'était la contrepartie annoncée à la hausse générale de la CSG de 1,7 point, entrée en vigueur au 1^{er} janvier dernier. À compter d'aujourd'hui, les salariés du privé verront sur leur fiche de paie disparaître totalement la part qu'ils acquittaient jusqu'alors de la cotisation chômage – après une réduction de 2,4 % à 0,95 % en début d'année. Certes, le résultat immédiat est bien une hausse sensible de leur pouvoir d'achat. Mais l'équation vantée par le gouvernement n'est pas à somme nulle. Elle alimente en réalité le creusement des inégalités et menace l'équilibre de l'assurance-chômage. Le montant des cotisations étant proportionnel au salaire perçu, leur disparition favorise de fait les plus aisés.

Ainsi, le gain net mensuel culmine à 17 euros pour un Smic, contre plus de 50 euros sur un salaire de 3500 euros, ou encore plus de 70 euros pour 5000 euros de salaire. Par ailleurs, en faisant basculer le financement de l'assurance-chômage de la cotisation vers l'impôt (via la CSG), le gouvernement acte un changement profond de modèle social et officialise « une main-mise de l'État sur l'assurance-chômage » dénoncée il y a peu par la sénatrice PCF Laurence Cohen. Enfin, en augmentant la CSG pour tout le monde en une seule fois (retraités compris) mais en décalant la suppression des cotisations salariales maladie et chômage en deux temps en 2018 (une première baisse en janvier puis la seconde ce mois-ci), le gouvernement a en réalité

amputé le pouvoir d'achat global des Français de 4,5 milliards d'euros, équivalant à l'excédent de CSG perçu par l'État cette année... De quoi faire croire l'an prochain à une fictive « baisse d'impôt », après cette hausse cachée des prélèvements sur les ménages.

Pour la CGT, « cette mesure remet en cause notre modèle social fondé sur le travail, oppose les actifs aux retraités et réduit le pouvoir d'achat de ces derniers ». Cette hausse artificielle du salaire net pourrait même cumuler les effets pervers en pesant sur les négociations salariales dans les entreprises. Ainsi, explique le syndicat, « les employeurs pourraient en faire un prétexte pour s'opposer aux revendications des salariés ». ●

MARION D'ALLARD

(Publicité)



Les 14^{es} Rencontres du ferroviaire à Tours

Mercredi 10 octobre 2018 de 9h00 à 13h00

Centre international de Congrès le Vinci - 26 boulevard Heurteloup - 37000 TOURS

Le thème de ces Rencontres, fortement marqué par l'actualité, portera sur :

L'enjeu régional des transports et des mobilités. La SNCF, entreprise publique au service de la Nation, des territoires et des citoyens.

Au programme de cette matinée :

Ouverture : Patrick LE HYARIC, Directeur de l'Humanité, Député au Parlement européen.

1^{er} atelier : *La démocratie citoyenne, une exigence incontournable. Quels moyens financiers à la hauteur des enjeux des territoires et de l'environnement, dont la place des « petites » lignes ? Quel rôle de la SNCF, des régions et du gouvernement ?*

Avec la participation de :

- Laurent BRUN, Secrétaire Général de la Fédération CGT des Cheminots.
- Charles FITERMAN, Ministre d'État aux Transports (1981-1983)
- Mathias Vicherat Directeur général adjoint du Groupe SNCF (sous réserve).
- Hubert WULFRANC, Député PCF.
- Jean Michel BODIN, Président des Rencontres de Tours.
- Éric CHEVÉE, le Président du CESER Centre-Val de Loire.

Conclusion : Jean-Michel BODIN.

2^e atelier : *Quels enjeux pour le matériel ferroviaire et les infrastructures, quels investissements et quels financements ?*

Avec la participation de :

- Sébastien GASC, responsable économique de la fédération CGT des Cheminots.
- Sébastien JUMEL, Député PCF.
- Jacques BLAIN, directeur commercial France pour Bombardier.
- Un représentant d'Alstom.
- Jean Luc GIBELIN, Vice-Président PCF aux Mobilités pour la Région OCCITANIE.

Inscription obligatoire : 01 49 22 74 51 – agence@comediance.fr – Retrouvez le programme détaillé sur : www.comediance.fr



PÉDOPHILIE : DEMANDE D'ENQUÊTE

Un groupe de personnalités a lancé, samedi, un appel pour une enquête parlementaire indépendante sur les abus sexuels dans l'Église en France, afin que le pays se saisisse enfin de cette problématique.

37

C'est le nombre de mesures proposées dans le plan d'action lancé samedi par le gouvernement pour doper le volontariat chez les pompiers.

Société & Solidarités

Pour le moins dubitatives. Un peu plus d'un an après le lancement du plan « logement d'abord » par le président Macron, les associations travaillant auprès des personnes à la rue s'inquiètent des directions prises. Sur le principe, pourtant, tout le monde est d'accord. Le « *changement de philosophie* » proposé, qui consiste à remplacer un hébergement d'urgence coûteux et pas toujours propice à la réinsertion par « *un accès direct au logement avec un accompagnement social adapté* », a été salué par tous les acteurs du secteur. Mais les éléments de cette ambition ne semblent pas réunis.

Le manque de logements abordables reste le principal frein. Le plan prévoyait la mise à disposition sur cinq ans de 10 000 places en pensions de famille et de 40 000 en intermédiation locative dans le parc privé. Selon l'Union nationale interfédérale des œuvres et organismes privés sanitaires et sociaux (Uniopss), seul le premier de ces objectifs semble en passe d'être atteint. Mais c'est surtout l'axe principal du projet « logement d'abord », la construction de 40 000 logements très sociaux par an, qui suscite des inquiétudes. « *L'environnement économique du logement social est un frein à l'investissement des bailleurs pour atteindre cet objectif* », constate Florent Gueguen, porte-parole de la Fédération des acteurs de la solidarité (FAS), qui a organisé cette fin de semaine à Amiens des assises du « logement d'abord ». En imposant aux bailleurs sociaux de baisser leurs loyers pour compenser la baisse des APL par le biais de la réduction de loyers de solidarité (RLS), le gouvernement a mis à mal leurs finances, réduisant leur capacité à investir pour construire. Dans les grandes villes où le nombre de demandeurs est le plus important, mais où, en raison du prix du foncier, les coûts de construction sont les plus élevés, la difficulté risque d'être encore plus grande.

Certaines mesures contenues dans la loi Elan, comme l'obligation dans laquelle les HLM se trouvent de vendre une partie de



Seuls 18 % des appels au 115 reçoivent une offre d'hébergement. Stéphane Audras/Réa

SANS-ABRI

« Logement d'abord » : peut mieux faire

En septembre 2017, Emmanuel Macron présentait son programme pour faire sortir les personnes de la rue. Pour les associations, les résultats ne sont pas à la hauteur.

L'URGENCE CONTRE L'INSERTION

Le gouvernement investit dans l'hébergement d'urgence. Il se vante d'avoir créé 13 000 nouvelles places et d'en avoir pérennisé 5 000. Des efforts utiles, jugent les associations, bien que l'on continue à privilégier la simple mise à l'abri, coûteuse, au détriment d'une vraie politique de réinsertion.

leur parc, ou l'affaiblissement de la loi SRU, risquent même d'accroître le problème en entraînant une baisse du parc HLM. « *On nous avait promis un choc de la production, mais c'est plutôt à une baisse que nous allons assister* », constate Patrick Doutreline, président de l'Uniopss.

L'accompagnement des personnes en difficulté, le temps de la période de transition complexe de la rue au logement, est l'autre point faible du plan gouvernemental. Affiché comme une des cinq priorités du plan « logement d'abord », il n'a pas été budgétisé. Les fonds existants sont complexes à obtenir et, pour ceux mis à disposition par les départements, en baisse. Les associations travaillant dans l'insertion, qui ont l'expérience de l'accompagnement, ont, elles, vu leurs budgets diminuer du fait de la suppression des emplois aidés, mais aussi de la réduction des budgets des centres d'hébergement et de réinsertion.

Dans ces conditions, la confirmation à Amiens, par le secrétaire d'État à la Cohésion des territoires, Julien Denormandie, du lancement d'un nouvel appel à projets pour 10 000 logements accompagnés risque de n'être qu'un effet d'annonce. Affaiblis économiquement et jetés dans l'instabilité par les décisions du gouvernement, bailleurs sociaux et associations risquent de ne pas pouvoir répondre à la demande. Pourtant lancés à partir de 2014 dans un environnement plus stable, les quatre appels précédents n'ont permis que 6 000 logements accompagnés pour des ménages en difficulté. ●

CAMILLE BAUER

Pétition **Déjà 28 000 signatures pour mettre fin « au temps des boucs émissaires »**

« *Partout en Europe, l'extrême droite progresse. La passion de l'égalité est supplantée par l'obsession de l'identité. La peur de ne plus être chez soi l'emporte sur la possibilité de vivre ensemble.* » Ainsi débute le Manifeste pour l'accueil des migrants signé par 150 personnalités et lancé par Regards, Politis et Mediapart, la semaine dernière. La pétition a déjà réuni plus de 28 000 signatures (l'Humanité est signataire) avec un objectif de 35 000. Et ce sont désormais près de 300 personnalités de tous les horizons qui ont rejoint cet appel, dont récemment Isabelle Adjani, Éric Cantona, Jérôme Ferrari, Ibrahim Maalouf, Audrey Pulvar, Jean-Luc Nancy ou Benjamin Stora. « *Nous voulons affirmer qu'il ne s'agit pas d'une crise migratoire mais d'une crise de l'accueil. Ce n'est pas un problème. Nous voulons renverser les regards. La bataille est culturelle face à l'extrême droite* », explique Pierre Jacquemain, rédacteur en chef du magazine Regards. ●

I. D.

IVG **Les sages-femmes demandent un égal accès aux deux méthodes d'avortement**

Contre les inégalités d'accès aux soins, une association de sages-femmes et un collectif de santé veulent, dans une tribune publiée hier dans le Parisien, être autorisés à pratiquer l'interruption volontaire de grossesse (IVG) par aspiration. L'Association nationale des sages-femmes orthogénistes et le Réseau de santé sexuelle publique demandent « *que la pratique de l'IVG instrumentale, c'est-à-dire par aspiration, soit désormais reconnue comme une compétence des sages-femmes* », comme l'IVG médicamenteuse qu'elles peuvent pratiquer depuis 2016. « *Le Code de la santé publique garantit la liberté pour les femmes de choisir* » entre les deux méthodes, rappellent les deux collectifs. Or, « *compte tenu du déséquilibre actuel de l'offre de soins* » (départs à la retraite de médecins, fermeture de centres IVG), pour que ce droit soit « *réellement effectif* », il est « *indispensable que la France compte suffisamment de praticiens* » habilités à pratiquer des IVG instrumentales. ●

I. D.

Recherche **Une collecte publique de tiques pour mieux prévenir et guérir**

L'Institut national de la recherche agronomique (Inra) à Champenoux (Meurthe-et-Moselle) a lancé auprès des particuliers une collecte de tiques pour créer une « tiquothèque » et mieux connaître l'acarien suceur de sang, potentiellement vecteur de pathologies, dont la maladie de Lyme. Une fois les insectes reçus, leur ADN est extrait et étudié dans le laboratoire de Champenoux ou sur un site de l'Inra à Maisons-Alfort qui observe ce parasite depuis les années 2000. Avec cette collecte inédite, l'institut souhaite créer une « tiquothèque » pouvant servir aux chercheurs du monde entier. Dresser une cartographie des tiques piqueuses permet de déterminer les différents agents infectieux transmis par ce parasite. Une application « Signalement tique » a été lancée, en partenariat avec le ministère de la Santé et l'Anses. Plus de 11 000 signalements ont déjà été recensés, dont 7 000 au premier semestre 2018. ●

I. D.

Une planète et des hommes

LE PRIX DE LA MOBILITÉ

« En tant que citoyens, soit nous acceptons de payer la mobilité propre plus cher, soit nous mettons l'industrie automobile européenne en difficulté. » **Carlos Tavares**
Président du groupe automobile PSA

LE PANAMA CONTRE LE PROJET MINIER

La Cour suprême du Panama s'est prononcée contre un projet d'exploitation minière porté par une filiale du Canadien First Quantum Minerals, qui a investi 6,3 milliards de dollars. La justice invoque les dégâts environnementaux que l'exploitation causerait.

Depuis plusieurs mois, les prix du café sont en chute libre sur les cours mondiaux. Moins de 1 dollar la livre début septembre, son niveau le plus bas depuis douze ans. Pourtant, le marché ne s'est jamais aussi bien porté. En 2017, 9 millions de tonnes de café ont été produites, pour une valeur de 200 milliards de dollars. Un paradoxe au regard de la consommation de ce breuvage qui, dans le monde, n'a jamais été si élevée, en France notamment où elle est dopée par la vente en dosettes/capsules. Sauf que, à l'autre bout de la chaîne, les petits producteurs boivent la tasse.

« Un dollar, c'est un prix dérisoire qui ne correspond pas au prix de revient et rend impossible la production rentable de café. Et c'est la réalité pour 25 millions de familles dans le monde », dénonce Merling Prezza, vice-présidente du réseau de producteurs latino-américains de commerce équitable (Clac). Directrice d'une coopérative de producteurs de café au Nicaragua, cette dernière a été invitée à témoigner par des associations qui, à l'occasion de la Journée internationale du café, célébrée aujourd'hui, publient un rapport sur le sujet. Intitulée « café : la success story qui cache la crise », l'étude alerte sur la non-durabilité de la filière. « On est dans une situation paradoxale : d'un côté, la valeur explose ; de l'autre, les prix chutent avec des conséquences désastreuses », résume Julie Stoll, déléguée générale de Commerce équitable France, partie prenante du projet avec Max Havelaar France, le collectif Repenser les filières et le Basic (Bureau d'analyse sociale pour une information citoyenne).

Des « coûts cachés » inhérents

Les principaux enseignements de cette étude, qui s'est focalisée sur la situation française où les ventes de café pour la consommation à domicile auraient augmenté de 1,2 milliard d'euros depuis 2003, parlent d'eux-mêmes. « En France, les industriels (torréfacteurs et distributeurs) ont généré, entre 2014 et 2017, 1,177 milliard d'euros de revenus de plus qu'il y a vingt ans. Mais les producteurs n'ont touché que 64 millions d'euros supplémentaires, soit 4 % de la valeur supplémentaire », détaille Christophe Alliot, cofondateur de Basic. Sur cette période, le revenu capté par les pays de production est passé de 24 % de la valeur au milieu des années 1990 à 16 % en 2017. » Conséquence directe : la plupart des caféiculteurs subissent une dégradation de leurs conditions de vie et de travail. « Au Pérou et en Éthiopie, ils ont perdu 20 % de leurs revenus en douze ans, ce qui ne leur permet pas de dépasser le seuil de pauvreté », précise Christophe Alliot, évoquant les « coûts cachés » inhérents, à savoir l'ensemble des impacts économiques, sociaux et environnementaux qui pèsent sur les économies des pays de production.

Selon le rapport, « on observe dans les familles qui cultivent le café des problèmes de



En Éthiopie, la plupart des caféiculteurs ont perdu 20 % de leurs revenus en douze ans. Petterick Wiggers/Panos-Rea

MATIÈRES PREMIÈRES

Le café broie du noir

C'est l'illustration parfaite du libéralisme effréné : alors que le marché de l'arabica ne s'est jamais aussi bien porté, les caféiculteurs boivent la tasse.

PLUS DE 2 MILLIARDS DE TASSES DE CAFÉ SONT CONSOMMÉES CHAQUE JOUR, GÉNÉRANT UN CHIFFRE D'AFFAIRES D'ENVIRON 200 MILLIARDS DE DOLLARS PAR AN.

malnutrition, d'analphabétisme, de travail des enfants, d'exode rural... Autres tendances inquiétantes, la hausse des pollutions environnementales liées à l'utilisation d'intrants chimiques et la déforestation associée à l'intensification des pratiques agricoles ». À titre d'exemple, au Pérou et en Éthiopie, en 2017, « derrière chaque dollar généré par les exportations de café, il y avait entre 85 et 90 cents de coûts cachés à la charge de ces pays et de leur population », estime l'étude. « On ne peut pas nourrir nos enfants, on ne peut pas acheter de médicaments... On ne devrait pas avoir de crise quand on parle de valeur de quasiment 1,2 milliard d'euros », interpelle Merling Prezza, qui prône « l'inclusion » :

« Il faut que les revenus des producteurs leur permettent de continuer à travailler. » Le spectre de la crise du café des années 2000 n'est pas loin.

En outre, depuis quelques années, la production est impactée par la hausse des températures et l'altération des régimes de pluie qui accroissent le risque de maladie comme la rouille. D'ores et déjà, les rendements et la qualité des récoltes sont affectés, entraînant une hausse des coûts de production et une dégradation des revenus des producteurs. Plusieurs études ont montré que la superficie mondiale adaptée à la production de café pourrait être réduite de 50 % d'ici à 2050.

Si le milieu du café, caractérisé par des cours volatils, s'accorde sur une surproduction en 2017 – à quoi s'ajoute la faiblesse du réal brésilien (la devise du plus gros producteur mondial) –, celle-ci ne peut, à ●●●

DES AMBITIONS SANS FILTRE

À l'échelle mondiale, la majorité des parts de marché se concentre entre les mains de quelques grands acteurs, dont deux géants : Nestlé, qui reste le leader en valeur et en tendance, en surfant sur le succès de ses dosettes Nespresso, et Jacobs Douwe Egberts (JDE), fruit du rapprochement de Mondelez (Jacques Vabre et Maxwell) et de DEMB (Senseo, L'Or et Maison du Café). En France, les trois premiers acteurs du café, Nestlé (34 %), JDE (30 %) et Lavazza (17 %) représentent désormais 81 % du marché, contre 70 % en 2008. Une concentration qui renforce leur pouvoir de négociation au sein des chaînes d'approvisionnement.

Une planète et des hommes

●●● Le café broie du noir

elle seule, expliquer une telle baisse des prix. « Il y a un manque de transparence. Quid du bénéfice généré ? » interroge Christophe Alliot. « La chute de prix n'est pas une question de surproduction, c'est une question de spéculation », balaie d'un revers de main la productrice sud-américaine. Le café fait en effet l'objet de phénomènes spéculatifs. Appâtés par les profits qu'ils peuvent tirer des contrats, les fonds d'investissement parient sur une baisse persistante des prix de la matière première sur les marchés.

Garantir un prix minimal stable

Une baisse des prix « qui ne se répercute pas sur le prix au consommateur », relève Christophe Alliot. « Ce mécanisme d'explosion des inégalités se fait à l'insu des consommateurs, appuie même Julie Stoll. Ce que montre l'étude, c'est qu'il faut des prix planchers. La question de la régulation est au cœur. On a besoin de transparence sur la création des richesses. »

La solution ? « Le commerce équitable, répond Merling Prezza. Car il garantit un prix minimal, stable, et une organisation en coopérative qui permet de renforcer leur pouvoir de négociation. Dans ma coopérative, nous sommes 2417 familles, dont 70 % cultivent moins de 3 hectares. Notre aspiration, c'est de vivre à 100 % de notre production en commerce équitable. » S'il constitue l'alternative la plus efficace en permettant aux producteurs de mieux valoriser leur café, et encore plus avec le label bio, le commerce équitable ne pèse toutefois pas encore suffisamment pour inverser la tendance. « Alors que le cours de l'arabica est à 0,92 dollar, le commerce équitable assure un prix minimal de 1,40 dollar, illustre Blaise Desbordes, directeur général de Max Havelaar. Sauf que 97 % des producteurs n'ont pas accès à cette alternative. » « En Amérique latine, les producteurs ne vendent que 40 % de la production aux conditions du commerce équitable », renchérit la vice-présidente du Clac.

« D'où le besoin d'un cadre régulateur. L'enjeu de la répartition de la valeur tout au long de la chaîne est central », conclut Christophe Alliot. Et comme le rêve Merling Prezza : « Si l'industrie pouvait réfléchir à une meilleure redistribution. Et si le consommateur pouvait payer sa tasse de café 5 centimes de plus, ça changerait la donne pour 25 millions de familles. » ●

ALEXANDRA CHAIGNON

MOBILISATION

Notre-Dame-des-Landes
repart en campagne

La ZAD a fêté sa rentrée, ce week-end, en relançant la bataille pour le maintien de ses habitants sur les terres où ils travaillent.

Notre-Dame-des-Landes
(Loire-Atlantique),
envoyée spéciale.

Cinq mois après que le ministre de l'Intérieur a sonné la fin de l'opération d'expulsion à Notre-Dame-des-Landes, la ZAD reprend le chemin de la lutte... par la voie festive. Venues d'un peu partout en France, quelques milliers de personnes ont convergé, ce week-end, dans le bocage nantais pour se payer une rentrée combative autant qu'amicale. Foin de tensions comme en a connu le coin au printemps. Les marcheurs sont arrivés par grappes ou par paquets entiers, dans une garenne bruisant de leurs bavardages. L'air était clair, le soleil généreux et le vent léger. On avait tombé casques et foulards qui, il y a quelques mois, servaient de rempart aux tirs de lacrymos. Après un été passé à se reconstituer, la ZAD pouvait de nouveau montrer son visage.

Et il s'affiche déterminé. « En mai, Gérard Collomb avait dit : "Vous n'entendrez plus parler de Notre-Dame-des-Landes..." Eh bien, nous sommes toujours là ! » résume Joël, la soixantaine, soutien de toutes les batailles, depuis celles menées contre l'ancien projet d'aéroport jusqu'à celle visant à ce que les habitants de la ZAD puissent poursuivre l'expérience collective qu'ils y ont engagée. Sur la vingtaine d'exploitants qui ont officiellement demandé, auprès de la préfecture, à pouvoir s'installer définitivement sur



Samedi, ils étaient nombreux à s'être rassemblés, à l'appel des zadistes, pour une rentrée combative autant qu'amicale. Sébastien Salom Gomis/AFP

les parcelles de terres qu'ils travaillent depuis une petite dizaine d'années, quinze ont obtenu des conventions d'occupation précaires (COP), qui leur offrent un sursis jusqu'à décembre prochain. Trois n'en ont pas obtenu et peaufinent leurs projets – souvent plus artisanaux que proprement agricoles – pour les rendre compatibles avec les exigences de l'État.

Des « cumulards qui veulent le beurre et l'argent du beurre »

Trois, enfin, dont l'activité est pourtant pleinement agricole, se retrouvent en concurrence avec les anciens propriétaires des terres. « Du temps où l'État préemptait le bocage, ils ont accepté de lui vendre leurs exploitations. Ils ont obtenu d'autres terres en com-

pensation et ont touché des indemnités », explique Sarah, habitante de la ZAD. Et maintenant que ce sont nous qui demandons à rester, eux qui ne se sont pas battus pour ce lieu revendiquent d'y revenir ! » Une exigence que les zadistes récusent, d'autant qu'elle porte sur un périmètre bien plus vaste que les trois fermes concernées. Dénonçant les « cumulards qui veulent le beurre et l'argent du beurre », ils ont passé l'été à éplucher les réglementations de l'administration agricole et comptent désormais s'engager dans le bras de fer administratif. Prochain rendez-vous le 12 octobre, lors d'une réunion du comité de pilotage installé par la préfecture de Loire-Atlantique pour traiter les dossiers. ●

MARIE-NOËLLE BERTRAND



J'AGIS POUR
L'HUMANITÉ !
SOUSCRIPTION
EXCEPTIONNELLE

Je verse _____ euros

Votre don vous donne droit à une réduction d'impôt de 66% dans la limite de 20% du revenu imposable.

prénom	nom

adresse	_____

code postal	ville
_____	_____
téléphone	e-mail
_____	_____

Je libelle mon chèque à l'ordre de : Presse et Pluralisme « Souscription Humanité ». Je retourne ce coupon complété et accompagné de mon chèque à : L'Humanité / secrétariat du directeur, 5 rue Pleyel, immeuble Calliope, 93 528 Saint-Denis Cedex

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURES
l'Humanité

Débats & Controverses

DÉMOGRAPHIE ET GÉOPOLITIQUE

Vous avez dit « crise migratoire » ?

UN DÉBAT DE SOCIÉTÉ

**Michel Agier**

Anthropologue, directeur d'études à l'Ehess, directeur de recherche à l'Institut de recherche pour le développement (IRD)

Parler de « crise » suppose que cela va s'arrêter et, en l'occurrence, que les faits qu'on désigne sous l'expression « crise migratoire » ne sont pas considérés comme devant normalement durer, donc, la « crise » dispenserait d'une réflexion de fond.

Parler de crise, c'est ainsi réduire la situation au catastrophisme et la politique à l'urgentisme. Au risque de faire plier cet urgentisme devant les stratégies politiciennes qui font de l'étranger un ennemi jusqu'au point d'admettre la possibilité de vivre en voisins d'une Méditerranée mortifère. Cette absence de réflexion de fond a aussi pour effet de traiter les personnes en migration comme des numéros, des victimes ou des coupables, sans même supposer que ce sont des sujets de parole et de pensée qui sont embarqués dans des situations anormales et dangereuses pour elles, d'abord.

Le fait nouveau, ce n'est pas la circulation des migrants, même si le pic de 2015 en Europe a été réellement important, notamment à cause de la guerre syrienne. En 2016, 2017, 2018, on est revenu à des chiffres qui n'ont plus rien d'extraordinaire. Si on observe en détail les sociétés européennes ces dernières années, ce qu'on voit, ce sont des collectifs et des associations qui se sont créés par centaines, des gens qui se sont mobilisés par dizaines ou centaines de milliers pour trouver des solutions que leurs États n'offraient pas aux migrants : nourriture, logement, assistance de toute sorte. C'est en somme un retour de l'hospitalité, une pratique très ancienne mais qui semble être réinventée ou redécouverte aujourd'hui. Pourtant, c'est l'hostilité qui trouve un écho aujourd'hui dans la sphère politique. Cette position-là s'accommode très bien de l'absence de réflexion qui accompagne l'idée de crise, elle s'appuie sur les fantasmes de la catastrophe, de l'étranger ennemi. C'est très dangereux, politiquement.

Pour sortir du paradigme de la crise, il faut faire place à la raison. Le fait migratoire touche au cœur de notre représentation de la société, de son ouverture ou de sa fermeture, de nos responsabilités à l'échelle de la planète. La question migratoire doit devenir un véritable débat de société, en France et plus encore en Europe. Des analyses et des propositions existent, elles émanent du monde associatif et des chercheurs. De ce point de vue, il en est de la question migratoire comme de celle du climat : le problème et la solution se jouent à l'échelle mondiale, nationale et locale. Le principe d'hospitalité, que de nombreux chercheurs demandent maintenant à ce qu'il soit reconnu comme une forme juridique et internationale supérieure, n'est pas d'abord un principe humanitaire, c'est un horizon politique, un geste indispensable de bonne entente à l'échelle mondiale. Le droit pour tout étranger à n'être pas considéré comme un ennemi. Les États seront les derniers à agir sur ce point. C'est ce qu'a montré la période récente en Europe. Il faut donc des mouvements dans la société civile, au niveau aussi bien microlocal que global, pour imposer ce principe d'hospitalité comme un droit universel qui

RAPPEL DES FAITS Alors que les migrations ne sont pas plus importantes qu'hier, d'aucuns parlent d'une « crise migratoire » qui témoigne surtout d'un rejet d'accueillir...

s'imposera ensuite à l'échelon national. Mais il lui manque surtout un portage politique. Aujourd'hui, rien n'est visible de ce point de vue-là. Quel mouvement politique porte le projet d'une Europe ouverte au monde, respectueuse des droits humains pour tous, de la liberté de circulation pour tous, de l'adaptation de nos sociétés politiques à la mobilité ? C'est ce verrou-là qu'il faudra faire sauter pour sortir de la crise migratoire. ●

Dernier ouvrage : *L'Étranger qui vient. Repenser l'hospitalité* (Seuil).

UN DROIT À LA MOBILITÉ

**Marie-Christine Vergiat**

Députée GUE-NGL au Parlement européen

Le terme de crise migratoire a envahi la scène politique et médiatique européenne. Mais de quoi parle-t-on ? Un migrant est quelqu'un qui quitte un pays pour aller s'installer dans un autre pour au moins un an. Les raisons de migrer sont de plus en plus diverses et complexes, s'entremêlant les unes aux autres. On peut migrer pour travailler, se marier, faire des études, fuir les persécutions et les conflits... et la majorité des migrations internationales se font de façon régulière.

Il y a actuellement 258 millions de migrants internationaux dans le monde, soit 3,3 % de la population mondiale, contre 2,9 % en 1990. Ce chiffre a augmenté ces dernières années mais de façon relative au regard de la révolution des moyens de communication et de transport. Aujourd'hui, les migrations concernent quasiment tous les pays du monde qui sont à la fois pour le départ, l'arrivée et le transit ; la France n'y échappe pas avec un solde migratoire quasiment nul. Les migrations se sont mondialisées. 105 millions de migrants sont originaires d'Asie, 60 millions d'Europe et 36 millions d'Afrique. Au prorata, ce sont toujours les Européens qui migrent le plus.

Et hors migrations intra-européennes, chaque année, entre 2 millions et 2,5 millions de personnes migrent régulièrement vers l'UE, chiffre relativement stable depuis plusieurs années (en moyenne 200 000 à 250 000 en France).

Quand on nous parle de migrants, ce sont surtout ceux contraints venant de pays du Sud, et ce comme pour

mieux justifier la séparation stupide entre bons réfugiés et mauvais migrants économiques.

Les politiques migratoires européennes se durcissent depuis des années mais seulement vis-à-vis des pays du Sud, notamment des anciennes colonies.

Des hommes, des femmes et des enfants sont livrés aux mains des passeurs et des trafiquants et risquent leur vie parce qu'ils ne peuvent bénéficier de voies d'accès régulières vers l'UE. Or, l'immense majorité de ceux qui ont traversé la Méditerranée sont des réfugiés potentiels, majoritairement syriens, afghans, irakiens, érythréens, soudanais et venant de pays ravagés par des conflits dans lesquels certains pays européens, dont le nôtre, ont leur part de responsabilité, sans parler du pillage des ressources naturelles par des multinationales européennes et du soutien à des dictateurs corrompus. Leur nombre a été très important en 2015 mais il s'est considérablement réduit depuis et de nouvelles routes s'ouvrent.

S'il y a une crise, c'est une crise mondiale des réfugiés (1) et 85 % des réfugiés sont accueillis dans des pays en développement. S'il y a une crise, c'est une crise de l'accueil des réfugiés en Europe, de solidarité des pays riches vis-à-vis des pays pauvres, mais aussi à l'intérieur de l'UE. Si les États européens avaient fait preuve d'un minimum de solidarité, nous n'aurions pas un Salvini qui donne des leçons au président de la République française en lui demandant, à juste titre, d'ouvrir la frontière entre la France et l'Italie. Les politiques migratoires européennes impulsées de plus en plus par les seuls États sont donc électoralistes, inégalitaires, racistes et xénophobes. Elles alimentent nationalisme et montée des extrêmes droites, au lieu de s'appuyer sur la réalité des mouvements de populations et de la démographie européenne.

À la veille des élections européennes, il est temps d'expliquer les enjeux du défi migratoire au même titre que ceux du défi écologiste, et de dire que les politiques actuelles sont contraires au droit international et aux valeurs de la Déclaration universelle des droits de l'homme, dont nous fêtons cette année le 70^e anniversaire, notamment de son article premier. Il est temps de promouvoir un vrai droit à la mobilité permettant à chacun-e de se déplacer à travers le monde quelle que soit son origine. Seulement un tiers des habitants de la planète bénéficie aujourd'hui de ce droit. ●

(1) Ils sont 68,5 millions de déracinés dans le monde dont 40 millions de déplacés internes (qui ne quittent pas leur pays).

L'APPORT DES MIGRANTS

**Emmanuel Argo**

Membre de la Société d'histoire de l'université d'Oxford et de Chatham House Royaume-Uni, auteur du concept de négroévolution

On parle de crise dans le cas d'un afflux massif de réfugiés, dans une période donnée, qui nécessite l'intervention des gouvernements, des humanitaires et de tout citoyen al-

truiste. Aucun pays n'est épargné par cet afflux, qu'il soit petit ou pauvre. En dehors de ces phénomènes aigus comme celui de l'exode de millions de Syriens en 2015, les flux migratoires réguliers, une constante de l'Histoire, ne constituent pas en eux-mêmes une crise mais une réalité humaine, économique et politique. Rappelons-nous combien d'Européens miséreux, aux XIX^e et XX^e siècles, se sont réfugiés ailleurs pour vivre mieux. Les flux migratoires nécessitent une gestion particulière pour limiter les effets d'exil incontrôlé, tant dans les pays d'origine que dans les pays d'accueil, d'autant que la marchandisation des êtres humains qui en résulte devrait être universellement combattue. Ainsi, du fait de l'esprit critique des populations européennes plus éduquées qu'autrefois, on devrait s'attendre à une gestion pragmatique et non idéologique de ces flux. Alors, pourquoi y a-t-il focalisation; pourquoi le mot crise revient-il si souvent? Il y a d'abord une responsabilité des relais d'opinion. L'absence de commentaires argumentés et de mise en perspective, la diffusion en boucle d'images chocs, tout est fait pour entretenir peur ou pitié. C'est ensuite le fonds de commerce de certains partis politiques. Dans un climat d'incertitude économique et de gestion budgétaire aléatoire, les populations sont fragiles et les discours opportunistes de certains partis en quête d'électeurs ne les aident pas à appréhender sereinement le sujet. Les voix sont récoltées sur la base de « ressentis » et non d'analyses objectives; le terme de crise étant donc moins le fait des migrations que la manifestation de la peur chez l'autochtone manipulé.

On assiste ensuite au statu quo des gouvernements. Nos dirigeants se gardent bien de prendre position – Angela Merkel, qui a accueilli près d'un million de réfugiés syriens, en fait les frais. Ainsi oscillent-ils entre fermeture des frontières ou ouverture à géométrie variable pour une immigration choisie. Ils actent cependant l'apport de ces migrants dans les économies nationales dans un contexte de populations européennes vieillissantes, quantifient les cotisations et autres impôts prélevés sur les salaires des étrangers déclarés, voudraient bien repeupler certaines régions désertifiées, etc. Rien n'est dit, aucun chiffre n'est communiqué, mais chut, la réalité fait peur aux citoyens crédules! S'il faut parler de crise, c'est de celle de nos sociétés européennes confrontées à une mondialisation croissante dont les flux migratoires réguliers sont une des composantes. Les projets politiques doivent tenir compte de cette réalité. La dissimulation et le cynisme favorisent l'image d'une lente invasion qui déstabilise et génère repli sur soi, xénophobie, racisme et communautarisme, et ce sont ces conséquences-là qui sont propres à déstabiliser la paix de nos démocraties européennes, non la présence des migrants dont beaucoup tirent profit. L'emploi du mot crise entretient donc l'amalgame entre réfugiés et migrants économiques, et pendant que les Européens se divisent à leur sujet, des décideurs publics et privés, après avoir vendu des armes, se disputent la reconstruction. Celle de la Syrie pèse plus de 300 milliards de dollars. ●

Tribune libre En finir avec le capitalisme

Vers une civilisation de la gratuité

Texte collectif

Le vieux monde s'achève et ne peut prolonger artificiellement son existence qu'en sacrifiant le climat, les écosystèmes, les communs et plus d'un milliard d'êtres humains. Ce vieux monde crève de la marchandisation systématique de tout ce qui peut l'être. Il ne s'agit pas seulement d'un changement de politiques ni même de société mais de civilisation. Un autre monde existe déjà autour des expériences de gratuité qui se développent mondialement. Nous parlons bien sûr d'une gratuité construite, économiquement construite, mais aussi socialement, écologiquement, anthropologiquement et bien sûr politiquement construite. Le livre-manifeste *Gratuité vs capitalisme* (de Paul Ariès, Larousse) de l'Observatoire international de la gratuité rend compte de toutes les formes de gratuité existantes et à développer dans une perspective d'égalité sociale, de préservation du climat et des écosystèmes et de démocratie réelle. Comme nous y invitait le poète Rimbaud, il y a urgence à redevenir des voyants et à prendre conscience que des milliers d'îlots de la gratuité peuvent

devenir demain des archipels et après-demain de véritables continents. Nous, toutes et tous, amoureux et amoureuses de la gratuité de l'eau et de l'énergie élémentaires, des transports en commun urbains et des TER, de la restauration scolaire, des services culturels et funéraires, etc., nous clamons que l'heure est venue d'en finir avec une gratuité d'accompagnement du système, la gratuité pour les seuls naufragés, une gratuité qui ne va jamais sans condescendance ni flicage, pour passer à une véritable gratuité d'émancipation qui commence non seulement à démarchandiser, à démonétariser, mais aussi à sortir d'une conception individualiste des besoins. La gratuité est un chemin qui conduit à une société des usagers davantage maîtres de leurs usages. Nous voulons la gratuité du bon usage face au renchérissement du mésusage. Pourquoi payer son eau le même prix pour faire son ménage et pour remplir sa piscine privée? Ce qui vaut pour l'eau vaut aussi pour l'ensemble des communs. Nous voulons que la gratuité soit la condition pour repenser le contenu social, écologique, démocratique du service public dans le but d'en finir avec le capitalisme et son monde.

Au moment où les débats fleurissent à propos des prochaines élections municipales, nous vous invitons à faire de la défense et de la promotion de la sphère de la gratuité un enjeu essentiel des prochains scrutins, nous appelons toutes les personnes de bonne volonté à partager les fruits des mille et une formes de gratuité et à coopérer pour faire pousser cette belle idée.

PARMI LES PREMIERS SIGNATAIRES: Paul Ariès, Clémentine Autain, Geneviève Azam, Francine Bavey, Benoît Borrits, Ian Brossat, Éric Coquerel, Olivier Besancenot, André Chassaigne, Alain Coulombel, Thomas Coutrot, Laurence De Cock, Marc Dufumier, David Flacher, Jean Gadrey, François Gêze, Jean-Marie Harribey, Pierre Khalfa, Pierre Laurent, Myriam Martin, Noël Mamère, Roger Martelli, Gustave Massiah, Willy Pelletier, Nathalie Perrin-Gilbert, Yvon Quiniou, Makan Rafatdjou, Jean-Louis Sagot-Duvaurox, Jacques Testart, Aurélie Trouvé, Christian Vélot, Sophie Wahnich, Pierre Zarka, Jean Ziegler...

POUR SUIVRE LA LECTURE SUR L'HUMANITÉ.FR

Retrouvez la liste complète des signataires sur l'Humanité.fr et signez l'appel sur appelgratuite.canalblog.com.

LA CHRONIQUE JURIDIQUE DE SAVINE BERNARD, AVOCATE

Mêmes les journalistes ont un droit d'opinion

La liberté d'expression est une liberté fondamentale, aussi, même un salarié est en droit de s'exprimer et il ne peut être licencié pour avoir parlé, sauf abus dans l'exercice de cette liberté. C'est ce qu'a jugé la Cour de cassation en 1988 (1) dans une affaire Clavaud (2) concernant un salarié de Dunlop qui s'était épanché dans la presse, interviewé sur ses conditions de travail: l'employeur l'avait licencié et cherchait à restreindre cette liberté, soutenant qu'elle s'arrêterait aux portes de l'entreprise. La Cour le déboutait: « L'exercice du droit d'expression dans l'entreprise étant dépourvu de sanction, il ne pouvait en être autrement hors de l'entreprise, où il s'exerce, hors abus, dans sa plénitude. » France 24, a priori soucieuse en sa qualité de chaîne d'information de laisser les citoyens du monde s'exprimer, a pourtant récemment cherché, elle aussi, à restreindre cette liberté. En 2016, sur fond de campagne électorale particulièrement tendue et digne d'un roman d'espionnage dans la direction arabophone, avec délation d'un concurrent et circulation soudaine sur YouTube de vidéos montées par un porte-parole de l'opposition syrienne à partir d'une interview d'un candidat, France 24 licenciait un rédacteur en chef au motif qu'il s'était exprimé en 2013 sur une télévision libanaise et qu'il y avait exprimé son opinion personnelle sur un sujet sensible sans accord préalable de sa hiérarchie. Pour France 24, paradoxalement, un journaliste aurait une liberté d'expression plus réduite que celle des autres salariés: il ne pourrait publiquement donner son opinion car il devait uniquement informer, dans la ligne. Parce que France 24 compterait 35 nationalités et France Médias Monde 66, parce que la direction arabophone serait, à l'image du monde arabe, diverse et tendue, chacun devrait être réduit au silence pour éviter toute tension interne. Le pluralisme et le journalisme restreindraient donc les libertés. Le conseil de prud'hommes de Boulogne a jugé que le salarié était licencié pour avoir exprimé ses opinions, donc exercé sa liberté d'expression. En l'absence de démonstration d'un abus ou d'un trouble à l'ordre public, il a annulé le licenciement et ordonné la réintégration du salarié. Au passage, il rappelait la charte du journaliste (3): celui-ci a notamment le devoir « de défendre la liberté de l'information, du commentaire et de la critique ». ●

1. Cassation sociale 28 avril 1988 n° 87-41804.
2. Jugement du 21 juin 2018 n° 16/01268, avocat du salarié et du SNJ-CGT: Sylvain Roumier.
3. Charte de déontologie de Munich du 24 novembre 1971.

Le monde en mouvement

OKINAWA : L'ANTI-BASE ÉLU GOUVERNEUR

C'est une défaite pour le premier ministre Shinzo Abe, partisan du militarisme nippon. Denny Tamaki, militant contre la base militaire américaine d'Okinawa, a été élu gouverneur de cette région hier, porté par une coalition comprenant sa formation, le Parti libéral-démocrate et le Parti communiste japonais.

5

C'est le nombre de migrants morts dans le naufrage de leur embarcation au large de la Turquie.



Ce dernier tremblement de terre est le plus violent et le plus meurtrier de la série qui frappe l'archipel indonésien depuis le mois d'août. Bay Ismoyo/AFP

« J'ai été emporté par une vague sur environ 50 mètres. Je ne pouvais me tenir à rien. J'ai grimpé sur un magasin qui avait des barres sur sa devanture. Et je me suis reposé. Puis, une deuxième vague est arrivée, encore plus haute. Et je me suis retrouvé sur un toit. » Adi, dont le témoignage a été recueilli par l'AFP, est un survivant du tsunami qui a suivi le séisme qui a frappé vendredi soir Palu, cette ville de 350 000 habitants, capitale de la province des îles Célèbes (Sulawesi), dans le centre de l'Indonésie.

Près de quinze ans après le tsunami de décembre 2004 en Asie (220 000 morts, dont 168 000 en Indonésie), moins de deux mois après le séisme qui a causé la mort de 500 personnes et en a blessé 1 500 environ en août sur l'île de Lombok, voisine de Bali, l'archipel est de nouveau endeuillé. Un séisme de magnitude 7,5, selon l'institut américain USGS, s'est produit peu avant 18 heures, avec un tsunami d'une hauteur maximale de 1,5 mètre sur la côte proche de Palu. Il a frappé le centre de l'île des Célèbes à une faible profondeur de 10 kilomètres. Son épocentre se situe à 78 kilomètres au nord de Palu. « C'est un véritable tsunami qui a frappé » cette ville, a confirmé Rahmat Triyono, responsable du centre pour les tremblements de terre et tsunamis à l'agence indonésienne de géophysique.

L'Indonésie est aussi la région la plus volcanique du monde

Le séisme a été ressenti jusque dans le Sud. La terre a aussi tremblé sur l'île voisine de Kalimantan, à Samarinda, de l'autre côté du détroit de Macassar. « Je m'ap-

prétais à prier, mais quand j'ai entendu des gens crier : "Tremblement de terre ! Tremblement de terre !", je me suis arrêté », a raconté à l'AFP Andi Temmali, un habitant de Wajo, au sud de Palu. « La dernière secousse était vraiment importante. Tout le monde est sorti de sa maison et criait de peur », a confirmé à l'AFP Lisa Soba Palloan, une habitante de Toraja, à quelque 175 kilomètres de Palu.

L'Indonésie, un pays de 17 000 îles et îlots formés par la convergence de trois grandes plaques tectoniques (indo-pacifique, australienne et eurasiennne), se trouve sur la ceinture de feu du Pacifique. Cette zone de forte activité sismique ne regroupe pas moins de 422 volcans, soit les trois quarts des volcans émergés de la planète, situés sur le pourtour de l'océan Pacifique, soit près de 40 000 kilomètres répartis entre l'Amérique du Sud et la Nouvelle-Zélande. L'Indonésie est la région la plus volcanique au monde avec 129 volcans actifs. Ces

SÉISME

L'Indonésie endeuillée par un tsunami

L'archipel a été frappé par un tremblement de terre suivi de plusieurs vagues de 1,5 mètre de haut, vendredi, dans les îles Célèbes. Un bilan provisoire fait état de plus de 800 décès.

dernières années, l'Indonésie a été victime d'une dizaine de séismes, dont celui du 27 mai 2006 à Java (6 000 morts).

Plusieurs ONG françaises prêtes à apporter leur aide

Le bilan provisoire fourni par les autorités s'élevait, dimanche soir, à au moins 832 morts. « Le nombre de victimes va continuer à augmenter », a toutefois averti le porte-parole de l'agence de gestion des catastrophes, Sutopo Purwo Nugroho. « Aujourd'hui, nous allons commencer les enterrements de masse pour éviter la propagation des maladies », a-t-il précisé, hier. La plupart des victimes ont été recensées à Palu. Au moins 71 étrangers se trouvaient dans cette ville et la plupart sont en cours d'évacuation, a indiqué le porte-parole. Selon lui, trois Français manquaient à l'appel.

Des scènes de pillage dans les supermarchés et les stations-service ont été consta-

tées par l'AFP. Une conséquence de la pénurie de nourriture, d'eau et de carburant. « C'est une crise : il n'y a pas de nourriture, rien. À manger, de l'eau, c'est ce dont nous avons désespérément besoin », s'est justifié un pillard. Le gouvernement a annoncé qu'il ne sanctionnerait pas les pillards et rembourserait les propriétaires des magasins, dans l'attente de l'arrivée de l'aide.

La France et plusieurs organisations non gouvernementales françaises sont déjà prêtes à fournir une assistance aux victimes de ce nouveau tsunami. Le Secours populaire français (SPF) a débloqué un premier fonds d'urgence de 50 000 euros, pour venir en aide à 5 000 habitants de l'île des Célèbes. « Des centaines de personnes ont perdu la vie et les blessés se comptent par milliers. Les dégâts matériels sont considérables, les enfants et les familles se retrouvent sans logement et ont tout perdu », alerte le SPF, qui lance un appel à la solidarité. ●

DAMIEN ROUSTEL

MÉMOIRE

Audin et Ben M'hidi, l'autre Algérie assassinée

Drifa Ben M'hidi, la sœur du chef du FLN pendant la bataille d'Alger, exhorte Emmanuel Macron à « continuer sur le chemin de la vérité ».

Maurice Audin... et tous les autres. La récente reconnaissance par Emmanuel Macron de la responsabilité de l'État dans l'assassinat par l'armée française du jeune mathématicien communiste, en 1957, à Alger, n'a rien d'un point final. L'audience rencontrée par le site 1000autres.org, qui a permis en deux semaines l'identification de 42 « disparus » par leurs descendants, en témoigne.

Une autre figure emblématique du combat d'indépendance incarne encore l'impérieuse nécessité de dévider jusqu'au bout la pelote du déni et de l'oubli. Dans une lettre adressée au président français (1), Drifa Ben M'hidi, la sœur de Larbi Ben M'hidi, lui demande de reconnaître officiellement comme un crime d'État l'assassinat, en 1957, par le colonel Aussaresses et ses hommes, de ce fondateur du FLN, héros de la bataille d'Alger (voir l'Humanité du 25 septembre). « Parce que nous partageons le même espace géographique et que nos intérêts convergent souvent, un examen de nos consciences s'impose aujourd'hui. Nous ne pouvons en effet espérer bâtir un avenir meilleur entre nos deux rives si nous faisons abstraction de notre passé commun. Et si nous parvenons à nous faire face et nous dire enfin toutes les choses qui pèsent sur nos cœurs, nous aurons commencé à jeter les bases d'une relation sereine », écrit-elle.

Elle-même engagée dans la lutte de libération, Drifa Ben M'hidi exhorte Emmanuel Macron à « continuer sur le chemin de la vérité ». « À l'image de notre regretté Maurice Audin, beaucoup de nos valeureux enfants sont tombés non pas les armes à la main ou dans une quelconque bataille mais bel et bien après avoir été faits prisonniers et conduits vers de terrifiants centres de torture », insiste-t-elle.

Une exécution qui relève d'une décision politique

Longtemps, les autorités françaises ont tenté, en vain, d'accréditer la thèse du « suicide » de Larbi Ben M'hidi. Dans les années 1980, lors d'une entrevue avec le général Bigeard, sa sœur lui avait demandé s'il était lui-même l'assassin. Réponse : « Non, ce n'est pas



Larbi Ben M'hidi (au centre) et Chergui Brahim, prisonniers, avaient été présentés à la presse le 2 mars 1957 à Alger. AFP

LE 13 SEPTEMBRE, EMMANUEL MACRON A RECONNU QUE LA FRANCE AVAIT INSTAURÉ EN ALGÉRIE UN « SYSTÈME » QUI ENTRAÎNAIT DES ACTES DE TORTURE.

moi. Je l'ai livré aux services spéciaux. Ce sont eux qui l'ont éliminé. » Mais c'est en 2001, seulement, qu'Aussaresses a revendiqué ce crime, en livrant d'affreux détails : « Nous nous sommes arrêtés dans une ferme isolée (...). Nous avons installé le prisonnier dans une pièce déjà prête. Un de mes hommes se tenait en faction à l'entrée. Une fois dans la pièce, avec l'aide de mes gradés, nous avons empoigné Ben M'hidi et nous l'avons pendu, d'une manière qui puisse laisser penser à un suicide. Quand j'ai été certain de sa mort, je l'ai tout de suite fait décrocher et transporter à l'hôpital. »

Cette froide exécution relève sans le moindre doute, pour la sœur du martyr, d'une décision politique. « Le général Aussaresses rendait directement compte de ses exactions à Mitterrand », accusait-elle en 2001, avant le procès

du tortionnaire pour « apologie de crimes de guerre ». Drifa Ben M'hidi n'a jamais renoncé à cette quête de vérité. Elle conclut aujourd'hui par ces mots sa missive au président français : « L'histoire nous juge sur nos faits et, contrairement à vos prédécesseurs, vous avez eu le courage de vous pencher sur ce sombre épisode de notre passé commun et de reconnaître la culpabilité de la France dans l'illégal assassinat d'un seul de nos martyrs parmi beaucoup d'autres. (...) Je me permets donc de croire que votre geste est sincère et que le bon sens et l'impartialité finiront par l'emporter et vous dicteront de faire de même pour celui que je pleure jusqu'à aujourd'hui et pour tous ceux qui ont péri dans les mêmes conditions. » ●

ROSA MOUSSAOUI

(1) Lire l'intégralité de cette lettre sur www.humanite.fr

ALLEMAGNE

Merkel et Erdogan se rapprochent

Le reis s'est rendu en visite en Allemagne, sur fond de crise économique dans son pays.

Tu as recours en ce moment précis à des pratiques nazies ! » Le 19 mars 2017, c'est par cette saillie que Recep Tayyip Erdogan – alors en pleine campagne pour le référendum constitutionnel qui allait lui donner les pleins pouvoirs – s'en était pris à Angela Merkel. À l'époque, Berlin avait annulé les meetings pro-Erdogan de plusieurs ministres turcs venus en Allemagne. Sur les bords du Bosphore, le reis militait pour le retour à la peine de mort dans un pays où la répression était au plus haut, moins d'un an après le coup d'État avorté.

Dix-huit mois plus tard, la visite outre-Rhin du président turc avait donc pour objectif de renouer les liens distendus avec la chancelière. L'Allemagne, où une communauté turque de 3 millions d'âmes soutient en grande majorité leur président, a de nouveau pointé du doigt les exactions du régime islamo-conservateur, en matière de liberté de la presse et de droits de l'homme. Pour rappel, depuis le coup d'État avorté de juillet 2016, quelque 150 000 fonctionnaires ont été limogés ou suspendus et 77 000 personnes incarcérées. De son côté, quelques heures avant d'avoir inauguré une mosquée de 1 100 places à Cologne, Recep Erdogan a continué de dénoncer le racisme et l'islamophobie en cours en Allemagne ! Le reis a aussi demandé à Berlin de poursuivre les supposés soutiens de Fethullah Gülen – qu'il considère comme le principal instigateur du putsch de 2016 – et d'extrader Can Dundar, l'ex-rédacteur en chef du quotidien d'opposition Cumhuriyet, réfugié en Allemagne.

Ménagement mutuel

Néanmoins, les dirigeants actuellement dans une passe politique difficile ont voulu aussi faire preuve de bonne volonté. Sur deux thèmes bien différents. Le chef d'État turc a insisté sur la nécessité d'un bon partenariat économique avec Berlin. Avec 7 500 entreprises, l'Allemagne est le premier investisseur étranger en Turquie, où le fantôme de la récession hante le pays sur fond de crise financière. La livre turque a perdu 40 % de sa valeur face au dollar depuis janvier, entraînant un plan de réduction des dépenses publiques. De son côté, Angela Merkel, prise au piège de l'extrême droite sur la question des migrants, se doit de ménager un partenaire crucial pour empêcher tout nouvel afflux de demandeurs d'asile depuis la Syrie. En octobre, un sommet inédit sur la Syrie, réunissant Russie, Turquie, Allemagne et France, pourrait d'ailleurs se tenir. ●

STÉPHANE AUBOUARD

Le monde en mouvement

AMÉRIQUE DU SUD

Au Brésil, la dangereuse ascension de Jair Bolsonaro

Sexiste, raciste, homophobe et défenseur de la dictature des militaires, le candidat de l'extrême droite pourrait arriver en tête du premier tour de la présidentielle brésilienne du 7 octobre.

Certains qualifient volontiers Jair Bolsonaro de Donald Trump brésilien. Le candidat de l'extrême droite à la présidentielle du 7 octobre n'est pas à proprement parler un sosie du locataire de la Maison-Blanche mais, en matière de sexisme, il n'a rien à lui envier. Quant aux thèses qu'il défend, elles sont autant rétrogrades que dan-

gereuses. En 2016, le républicain avait essuyé des manifestations monstres de femmes et de personnalités états-uniennes, inquiètes de son ascension électorale. À son tour, le député brésilien du Parti social-libéral a connu d'imposants défilés de rejet samedi, le jour de sa sortie de l'hôpital où il se trouvait depuis le 6 septembre après avoir essuyé une attaque au couteau. #PasLui ou encore #Lui-



Samedi, des centaines de milliers de femmes ont manifesté dans tout le pays sous le mot d'ordre de #elenao (pas lui) contre Jair Bolsonaro. Adriano Machado/Reuters

Jamais, l'appel de Brésiliennes lancé sur les réseaux sociaux fin août est devenu viral tant la crainte de le voir accéder aux plus hautes fonctions de l'État est grande. Lui, le sexiste qui déclarait il y a quatre ans : « *Entre un homme et une femme, que va se dire un patron ? Purée, cette femme a une alliance au doigt, dans peu de temps elle sera enceinte, six mois de congés de maternité. (...) Qui paiera l'addition ? L'employeur (...) et au final la Sécurité sociale (...), et quand elle reviendra, elle prendra un mois en plus de vacances. Donc, elle aura travaillé cinq mois en un an.* » On pourrait encore rappeler ses propos hallucinants à l'encontre de la députée du Parti des travailleurs (PT, gauche) Maria do Rosario, qu'il avait tenus lors d'une séance parlementaire : « *Je ne te violerai pas, parce que tu ne le mérites pas.* » Puis il avait justifié ses dires, en expliquant qu'elle ne le méritait pas « *parce qu'elle est très laide* ».

Le candidat d'extrême droite incarne un inquiétant phénomène de fascisation de la société

Raciste notoire fustigeant la « *fainéantise* » des Noirs, Jair Bolsonaro est également un homophobe patenté, allant même jusqu'à affirmer qu'il préférerait que son fils « *meure dans un accident plutôt que de le voir apparaître avec un moustachu* ». On aurait tort de croire que le personnage verse dans les provocations. Les déclarations de ce fervent défenseur de la famille dite traditionnelle sont calibrées à l'image du projet qu'il défend, à savoir un pays aux ordres d'un chef tout-puissant où le totalitarisme ultralibéral épouse la pire des réactions. Son discours « *tous pourri sauf moi* » a marqué des points dans le paysage politique, rythmé ces dernières années par des scandales de corruption – avérés ou non – qui ont considérablement terni la crédibilité des partis. « *De quoi nous avons besoin ? D'un homme ou d'une femme qui soit honnête, qui ait Dieu dans le cœur et soit un patriote* », a-t-il défendu devant ses partisans électrisés

lors de son meeting d'investiture à Rio de Janeiro, son fief électoral. Avec sa coalition « *Le Brésil au-dessus de tous et Dieu au-dessus de tout* », cet ancien capitaine de l'armée, âgé de 63 ans, ratisse autant chez les classes aisées que dans les couches moyennes et populaires. Son anti-laïcisme lui vaut d'être adoubé par les évangélistes. Selon les enquêtes d'opinion, il arriverait même en tête du premier tour mais serait défait au second par une possible victoire du candidat du PT Fernando Haddad. Malgré un taux de désapprobation de l'ordre de 46 %, il s'est imposé dans la vie politique. En fait, Jair Bolsonaro incarne cet inquiétant phénomène de fascisation de la société brésilienne qui s'est accentué à la suite du coup d'État institutionnel contre la présidente de gauche, Dilma Rousseff, en 2016. Lors de cette contestable destitution, qui a considérablement fragilisé les institutions, il avait dédié son vote au colonel Carlos Alberto Brilhante Ustra, chef du renseignement du temps de la dictature, et tortionnaire avéré. Car Jair Bolsonaro n'est pas seulement un nostalgique de ces années de terreur, il les glorifie. « *L'erreur de la dictature a été de torturer sans tuer* », a-t-il érigé il y a deux ans. À ses yeux, le Brésil se portait mieux sous la botte des militaires.

Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si son ticket à la vice-présidence est le général Mourao. Alors que les hauts gradés ne cessent d'interférer dans la vie politique en proférant des menaces, il a récemment déclaré qu'une « *Constitution n'a pas besoin d'être écrite par des représentants du peuple* » et que le Texte fondamental rédigé en 1988, après le retour de la démocratie, « *était une erreur* ». Une démocratie que Jair Bolsonaro conspu. Il s'est d'ailleurs cru autorisé à déclarer qu'il ne reconnaîtrait pas le verdict des urnes s'il ne remportait pas l'élection. Ses soutiens l'appellent le Mythe ; ses opposants, eux, ne voient en lui qu'un dictateur en gestation. ●

CATHY DOS SANTOS

(Publicité)

QUAND
VOUS REFERMEZ
UN **Quotidien**
UNE NOUVELLE VIE
S'OUVRE À LUI.

EN TRIANT VOS JOURNAUX,
MAGAZINES, CARNETS, ENVELOPPES,
PROSPECTUS ET TOUTS VOS AUTRES
PAPIERS, VOUS AGISSEZ POUR UN MONDE
PLUS DURABLE. DONNONS ENSEMBLE
UNE NOUVELLE VIE À NOS PRODUITS.
CONSIGNESDETRI.FR

CITEO

Le nouveau nom d'Eco-Emballages Et Ecofolio

28 %
CE SONT LES
INTENTIONS DE VOTE
AU PREMIER TOUR
DE L'ÉLECTION
PRÉSIDENTIELLE POUR
JAIR BOLSONARO.

VALVERDE EN OR, BARDET ARGENTÉ

Il n'est jamais trop tard pour bien faire... L'Espagnol Alejandro Valverde est devenu à 38 ans champion du monde de cyclisme, hier, à Innsbruck en Autriche. Il a devancé au sprint le Français Romain Bardet (2^e) et le Canadien Michael Woods (3^e).

5^e

C'est le classement final des basketteuses tricolores entraînées par Valérie Garnier, à l'issue du Mondial qui s'est achevé hier en Espagne.

Soyons sports**OMNISPORTS**

Quand le sport pour tous devient une discipline de combat(s)

La Fédération sportive et gymnique de travail (FSGT) 93 célèbre son demi-siècle d'existence. Cinquante ans d'engagements pour faire exister et perdurer un service public autour de cette fédération multisports d'éducation populaire.

Dans un cliquetis de machine à écrire, défile un inventaire à la Prévert de tâches qui s'amoncellent un jour de bureau comme un autre ou presque : « Il y a les assurances à obtenir pour installer le premier bloc d'escalade artificielle, les autorisations à envoyer pour la Course pour la paix, le bon à tirer de l'affiche du Festival des pratiques partagées, les formations d'entraîneur à finaliser... »

Sur la scène de l'espace Paul-Éluard de Stains en Seine-Saint-Denis, ce vendredi 28 septembre, c'est une partie du quotidien du comité de Seine-Saint-Denis de la Fédération sportive et gymnique du travail (FSGT 93) qui est mis en scène dans les *Stades de l'utopie*, création théâtrale de la Compagnie du Mystère Bouffe.

« Le mouvement sportif maltraité »

Un condensé de la construction militante de la FSGT, fédération multisports d'éducation populaire, depuis sa création en 1934. Avec une large incursion en Seine-Saint-Denis où le comité FSGT 93 naissait, lui, il y a cinquante ans. Un demi-siècle d'action et d'engagement célébré tout au long de cette année 2018. Avec toujours la même envie et le même objectif de faire vivre le sport pour tous dans un département à la traîne du reste du territoire – selon un rapport parlementaire rendu public en mai dernier – dans les trois domaines régaliens que sont l'école, la police et la justice.

« Le sport aussi », pourrait rajouter Clément Rémond, coprésident du comité FSGT 93, trop habitué à s'accommoder des désengagements de l'État sur le terrain du



L'espace sports de la Fête de l'Humanité animé chaque année par la FSGT 93. C. Dautre

sport, au gré des diminutions régulières de subventions (– 35 % sur la dernière saison sportive) vers les clubs FSGT 93 abondés par un Centre national pour le développement du sport qui n'en a plus que le nom. Ou de la taille, dans les contrats aidés, subie depuis 2017 dans plusieurs des 180 clubs affiliés à la FSGT 93. « Au moment où on doit préparer les Jeux de 2024 et où le gouvernement n'a pas cessé de vanter les bienfaits du sport dans la société, le mouvement sportif n'a jamais été aussi maltraité. C'est contradictoire, déplore Clément Rémond. Mais ça ne nous empêche pas de continuer à agir partout en Seine-Saint-Denis où,

peut-être un peu plus qu'ailleurs parce que ce territoire subit bon nombre d'inégalités sociales, la FSGT 93 se perçoit et cherche à agir comme un vrai service public du sport. »

Bousculer l'impossible

Un leitmotiv qui traverse l'exposition, consacrée au cinquantenaire de la FSGT 93, qui sillonnera bientôt les villes et les clubs de Seine-Saint-Denis. Avec une histoire qui s'évertue à être imaginative et à bousculer l'impossible : au début des années 1980, la FSGT organise, par exemple, les 6 heures du canoë-kayak dans le parc de La Courneuve, un avant-goût des « activités

au pied des tours » impulsées au cours de cette décennie-là. Autant d'incursions hors du cadre classique des stades qui peuvent aussi être une première marche vers une pratique plus régulière ou même vers la performance puisque la FSGT 93 a aussi porté les premiers pas de quelques champions internationaux comme l'ex-sprinteuse Muriel Hurtis – championne du monde du relais 4x100 mètres en 2003 –, qui milite aujourd'hui pour l'inscription du droit au sport dans la Constitution, ou le boxeur Jean-Marc Mormeck, champion du monde des lourds-légers entre 2002 et 2007. Ce dernier n'a d'ailleurs pas oublié ses premières années de combats sous la bannière de la FSGT 93 à Drancy : « De vrais bons souvenirs, dit-il. La rigueur enseignée et inculquée par les animateurs de la FSGT m'a servi plus tard pour devenir champion du monde... »

Mais, si Mormeck s'est hissé tout en haut de la pyramide, le credo de la FSGT 93 reste bien d'affirmer au quotidien que « chacun peut être champion et gagnant », rappelle Clément Rémond. Dans le panel des nouvelles activités créées pour ses 50 ans, la FSGT 93 a ainsi lancé au printemps sa « course aux records olympiques » où il était proposé, entre autres, de s'essayer à courir l'espace des 9'58 secondes du record du monde du 100 mètres d'Usain Bolt. « Cinquante ans, c'est bien, conclut Clément Rémond, mais on veut en profiter pour démocratiser encore plus nos pratiques, améliorer nos contenus, développer les activités féminines et mixtes, mettre un coup de jeune dans nos compétitions grâce à la technologie... » En somme, le nouveau cinquantenaire de la FSGT s'annonce déjà très rugissant... ●

FRÉDÉRIC SUGNOT**COURSES HIPPIQUES AVEC P. ROSSO**

Lundi à Enghien • Trot •
R1 • 2^e course à 15h15 •
Attelé • 16 partants •
2.875 m. • Corde à gauche •

LE BON FAVORI :
DIVINE MESLOISE

L'OUTSIDER REPÉRÉ :
DAME D'ENFERT

BASES

1. NOBLE DOLLY
15. INGA IN HEAVEN
14. DIVINE MESLOISE
16. DAME D'ENFERT

CHANCES

8. DEUX ÉTOILE GÉDÉ
13. DOMINICANA
4. DONA VIVA
7. DONA NINA

NOTRE CHOIX POUR LE QUINTÉ

Mardi à Maisons-Laffitte •
R1 • 1^{re} course à 13h47 •
Plat - Handicap • 16 partants •
2.400 m. • Corde à gauche •

LE BON FAVORI :
FOREVER YOURS

L'OUTSIDER REPÉRÉ :
D'OR ET DIAMANT

BASES

15. D'OR ET DIAMANT
3. FOREVER YOURS
4. MUSIKALINE
10. GIPSY SONG

CHANCES

14. POUR LIBRANNO
2. ARCTIC CERCLE
6. CALYPSO SONG
12. CARRIWITCHET

RETROUVEZ L'HUMANITÉ SUR INTERNET

www.humanite.fr

facebook.com/humanite.fr

twitter.com/humanite_fr

Culture & Savoirs

FESTIVAL

Aux Francophonies, une ministre droite dans ses bottes

Marie-Agnès Sevestre, qui peut se targuer d'un très beau bilan, passe le relais à Hassane Kouyaté lors d'une édition très politique inaugurée par la ministre de la Culture.

Limoges (Haute-Vienne),
envoyée spéciale.

Ouverture de la 35^e édition des Francophonies en Limousin. *Multiple-s*, la chorégraphie de Salia Sanou qui réunit des artistes du Burkina Faso, du Sénégal et de France, ne passe pas inaperçue. Ni *Fissures*, deux textes cosignés par Aristide Tarnagda et Hala Moughanie, lauréate du prix RFI 2015, mis en scène par Mawusi Agbedjidji avec une équipe du Liban, du Burkina Faso, du Togo, de France et de Belgique. On a aussi un coup de cœur pour *Chandâla l'impur*, un projet porté par Koumarane Valavane, du Théâtre Indianostrum de Pondichéry, qui se joue en tamoul et en français, une coproduction des Francophonies avec le Théâtre de l'Union (Limoges) et le Théâtre du Soleil d'Ariane Mnouchkine.

Créée en 2007, Indianostrum cherche à inventer un nouveau théâtre indien qui revisite les formes traditionnelles et tente de dépasser les divisions politiques et sociales de ce pays-continent. Avec ce « plagiat » de *Roméo et Juliette*, de Shakespeare, la troupe s'attaque frontalement au système des castes à partir d'un crime d'honneur réel et emblématique d'un fléau qui, malgré son illégitimité, se perpétue dans la société indienne. Avec sa dizaine d'acteurs formidables, un maître de marionnettes, son jeu radical, inventif et effronté, le spectacle est un enchantement.

Une programmation remarquable

On ne sortira pas non plus indemne de *Requiem pour L.*, un opéra d'Alain Platel sur la musique de Fabrizio Cassol, d'après le *Requiem* de Mozart, qui accompagne le dernier souffle à l'image de L., entourée de ceux qui l'aiment, et dont la partition sublime s'est élaborée sur trois ans avec des musiciens chanteurs africains extraordinaires, qui pour conjurer la mort célèbrent la vie dans toute sa puissance. Au-delà de sa programmation remarquable, du bonheur d'être à Limoges dans un festival qui parle toutes les langues et brasse dans un joyeux mélange humain toutes les nationalités, cette 35^e édition est encore importante à plus d'un titre.

D'abord, parce qu'elle marque le passage de relais de Marie-Agnès Sevestre, qui aura



Chandâla l'impur, un projet porté par Koumarane Valavane, du Théâtre Indianostrum de Pondichéry en Inde. Christophe Pean

fait vivre le festival durant treize ans en lui donnant sa force créatrice et son identité chaleureuse, à Hassane Kouyaté, merveilleux artiste, comédien, conteur, metteur en scène, danseur, musicien, qui a quitté sa direction à la Scène nationale de Martinique pour cette nouvelle aventure.

Ensuite, parce que cette année la ministre de la Culture, Françoise Nyssen, a fait le déplacement à Limoges pour prononcer un discours d'équilibriste compte tenu du sort réservé à la francophonie avec la fermeture envisagée du Tarmac, dans le 20^e arrondissement de la capitale, seul lieu pérenne en France qui accueille auteurs et création francophones. La ministre aura célébré avec fougue la réussite et la notoriété du festival en rappelant à quel point il était important

de « ne pas laisser la francophonie au passé, d'en faire une politique d'avenir », et d'annoncer l'engagement de son ministère auprès de « trois structures réparties sur le territoire », avec une enveloppe de 2 millions d'euros, non détaillée, à la clé.

Le festival des Francophonies aurait vocation à devenir « un pôle de référence en région pour le spectacle vivant francophone » et serait appelé à « renforcer sa mission de vitrine de la création francophone » avec des moyens de production développés.

Théâtre ouvert, que l'on découvre soudain « engagé depuis trois décennies pour la promotion et la diffusion de textes contemporains d'auteurs vivants francophones », aurait lui aussi vocation à « constituer un « pôle de référence » pour l'écriture contemporaine dans le théâtre francophone ».

Et enfin, la Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon deviendrait le « pôle de référence pour les résidences francophones en France ». La ministre a annoncé par ailleurs une « saison des cultures africaines » pour 2020.

Interrogée sur la situation du Tarmac et de sa disparition programmée, la ministre a répondu par une ellipse. L'on connaît la lutte de Valérie Baran et de son équipe pour sauver une structure qui aura créé un lieu unique de promotion des artistes issus de la francophonie. Malgré une mobilisation importante et continue, la ministre estime n'avoir aucun compte à rendre sur cette opération de remplacement aussi violente que soudaine, et qui s'apparente de plus en plus à de petits arrangements... entre amies. ●

MARINA DA SILVA

Les Francophonies, jusqu'au 6 octobre.
Chandâla l'impur sera au Théâtre du Soleil, à Paris, du 5 au 7 octobre.

LE PRIX THÉÂTRE
RFI 2018
A ÉTÉ ATTRIBUÉ
À SEDJO GIOVANNI
HOUANSOU (BÉNIN)
POUR
LES INAMOVIBLES.

THÉÂTRE

Boire un petit coup, c'est agréable ?

Les *Enivrés*, d'Ivan Viripaev : une fantastique soirée de beuverie qui libère imaginaires et pulsions.

Vautrée sur le plateau, elle apostrophe son partenaire qui regagne la coulisse : « Marc, tu ne serais pas Jésus-Christ ? » Après un temps de silence, il répond : « Oui ! » Noir final. La scène, certes, ne résume par *les Enivrés*, du Russe Ivan Viripaev (né en 1974 en Sibérie), mais donne une petite idée de cet objet assez incertain, qui réunit quatorze personnages tous « co-pieusement ivres », note le metteur en scène Clément Poirée, qui « s'effondrent, se relèvent, se croisent, s'éprennent, s'épousent, se révèlent aux autres et à eux-mêmes. Dans ce piteux état, ils ne parlent que d'amour, de transcendance, de Dieu ».

Tout commence avant le début. Deux pochtrons donnent la sérénade au public qui attend l'ouverture des portes. Puis ils les accompagnent avant que des comparses n'entrent en scène, ou plutôt tentent de le faire. Le plateau tournant, entouré d'une sorte de caniveau crasseux, est noir, luisant de gras, peut-être de vomissures, de déjections. Pas de décor si ce n'est une table ou quelques sièges à certains moments. Et deux parois plus ou moins translucides, que l'on n'oserait toucher du bout du doigt.

« Une monumentale gueule de bois »

Commence alors un étrange ballet, et il faut saluer toute l'équipe (John Arnold, Aurélia Arto, Camille Bernon, Bruno Blairet, Camille Cobbi, Thibault Lacroix, Matthieu Marie, Mélanie Menu) qui, jambes molles, pieds hasardeux, tentant de garder non plus une quelconque dignité mais au moins un semblant d'équilibre, s'agite dans un ballet surréaliste. Aucun des protagonistes n'est, nous dit-on, un buveur d'habitude. Tout ce beau monde a levé le coude plus que de raison. Il y a du mariage dans l'air. Ceci expliquant cela. Si l'on veut.

Car, au-delà du prétexte, Ivan Viripaev développe, au travers des vapeurs d'alcool, et avec passablement d'humour, quelques thèmes qui lui sont chers, comme l'amour, le sexe, la religion. Sans que l'on comprenne toujours très bien où il veut en venir. « Qu'importe que cette folle soirée laisse pour seule trace une monumentale gueule de bois », indique Clément Poirée, si pendant quelques heures nous sommes de petits dieux... » Ou de petits humains qui se sont libérés du poids des conventions, voire des convenances. Mais, dans l'aventure, nombreux ont le vin triste. Comme dans la vraie vie, quand ça tourne, quand ça dérape. ●

G. R.

Jusqu'au 21 octobre. La Tempête, Cartoucherie de Vincennes, tél. : 01 43 28 36 36.



Désordre, ici en photo, écrit et mis en scène par Hubert Colas, initiateur et directeur d'Actoral. Hervé Bellamy

FESTIVAL

Actoral joue avec les écritures contemporaines

Pour cette 18^e édition, plus de cent rendez-vous en trois semaines, une quinzaine de créations théâtrales, dont celles de Dave St-Pierre ou encore d'Hubert Colas.

Marseille (Bouches-du-Rhône), envoyé spécial.

Un homme, jeune, seul, au centre du vaste plateau de la Friche de la Belle de mai, au cœur de Marseille, semble attendre, immobile. Derrière lui, pas d'image urbaine, cependant, mais une étendue infinie de mer, qui, silencieusement, ondule. D'un écran, haut perché, un homme, moins jeune, casque sur les oreilles, comme un régisseur du spectacle, dit qu'il ne veut pas parler. Il ne cesse de le répéter. Ainsi débute *Désordre*, écrit et mis en scène par Hubert Colas, initiateur et directeur d'Actoral, Festival international des arts et des écritures contemporaines, dont la 18^e édition se poursuit jusqu'au 13 octobre, dans plusieurs lieux, en compagnie de 117 artistes issus de 11 pays.

Avec un humour corrosif, en dépit d'un rythme inégal, *Désordre* pose la question de la communication, au sens aussi large qu'étroit, entre les individus confrontés à des solitudes d'apparence incurables. Claire Delaporte, Isabelle Mouchard, Vilma Pitrinaite, Mathieu Poulain, Manuel Vallade et Thierry Raynaud sont les personnages qui déambulent, se croisent, s'évitent, dans une suite de séquences tournées vers l'autre, celui qui mérite attention, amour... Hubert Colas plaide pour « un temps des utopies retrouvées, un temps pour l'indépendance de la pensée, un temps où, forts de tout, nous espérons prendre part au futur du monde ».

Avec *Fléau*, les Québécois Dave St-Pierre et Alex Huot entraînent les spectateurs dans un long voyage aux mêmes ambitions. Avec Alex Huot, Alanna Kraaijeveld et Dustin Ariel Segura-Suarez. Sur le plateau, où les spectateurs s'installent comme ils le peuvent, sur quelques chaises ou bien par terre dos au mur, deux hommes, aussi nus qu'il est possible, mais avec des têtes noires d'oiseaux, sont immobiles, avec un autre volatile, couvert, lui, de

fouffure. Sans rien cacher de leur anatomie animale, les deux oiseaux se déplacent lentement, boivent, plient et déploient des tissus, d'abord et longtemps sans un mot. Ils revendiquant « une collision entre l'esthétique d'un spectacle pour enfants et celle d'un porno soft », lequel il faut bien le dire finit par passer de tiède à bouillant. (*Fléau* sera au Tarmac à Paris du 9 au 12 octobre).

Un échange délirant et surréaliste sur l'état du monde

En revanche, *l'Encyclopédie de phénomènes paranormaux Pippo y Ricardo*, de l'Espagnol Rodrigo Garcia, n'a pas tenu ses promesses. Gonzalo Cunill et Juan Lorient, qui portent au début un échange délirant et surréaliste sur l'état du monde, les extraterrestres et l'avenir, finissent par perdre pied dans leur univers que la vibrante création musicale de Caballito Netlabel et Chico Tropico ne parvient pas à ramener sur le rivage (en novembre à Valenciennes et à Madrid en janvier).

Citons encore au musée d'Art contemporain (jusqu'en février) l'exposition intitulée « Morde la machine » que l'on doit au plasticien Julien Prévieux, lequel présente notamment sa série de lettres à des entreprises leur demandant de ne surtout pas l'embaucher. Actoral accueille aussi des mises en espace de textes à peine écrits. Ainsi, Violaine Schwartz avec Émilie Rousset (mise en scène) et la comédienne Emmanuelle Lafon a présenté *Papier* (chez POL en février prochain), qui donne la parole aux demandeurs d'asile confrontés aux exigences administratives et policières. Un petit bijou sensible et drôle. ●

GÉRALD ROSSI

Jusqu'au 13 octobre. Renseignements au 04 91 94 53 49 et sur www.actical.org

TÉLÉVISION

Récit d'une tragédie annoncée

Le téléfilm réalisé par Yves Rénier revient sur l'histoire de Jacqueline Sauvage, devenue un symbole dans la lutte contre la violence conjugale.

JACQUELINE SAUVAGE, C'ÉTAIT LUI OU MOI
TF1, 21 heures

Jacqueline Sauvage a abattu son mari le 10 septembre 2012. Elle lui a tiré trois balles dans le dos et a été condamnée à dix ans de réclusion. Une peine confirmée en appel. Elle a été graciée par François Hollande en 2016. Dans *Jacqueline Sauvage, c'était lui ou moi*, elle est incarnée avec justesse par Muriel Robin.

Présenté hors compétition au Festival de la fiction TV de La Rochelle, ce téléfilm tenait de la mission impossible dans les contraintes d'une première partie de soirée sur TF1. Il fallait tout dire : la famille, l'amour, la haine, les victimes, les témoins, les survivants, la justice, la prison et la vie qui suit. Il fallait choisir, aussi, dans une matière abondante : le livre de Jacqueline Sauvage, son témoignage direct et les articles de presse. « *La décision a été prise de raconter l'histoire d'une femme quelconque qui devient Jacqueline Sauvage*, explique Négar Djavadi, qui cosigne le scénario. *Comment une femme ordinaire tire trois balles dans le dos de son mari. Nous devons tout raconter. Nous sommes partis de son livre. Nous voulions aussi créer la possibilité du débat sur la légitime défense et la décision de la justice. Nous ne pouvions moralement pas prendre une grande liberté par rapport à l'impact que cette histoire a eu sur la société.* »

Confiée à Yves Rénier, la réalisation alterne les scènes au tribunal, celles en prison et les tranches de vie familiale. L'intimité du couple est glaçante parce que toujours filmée juste au moment où tout peut basculer. La caméra se fixe

sur les gestes anodins qui précèdent le drame, sur les regards qui se croisent, sur une bûche de Noël jetée entière à la poubelle. Il n'y a pas de trêve pour Jacqueline Sauvage.

« *Les gens qui disent : "Il m'arrive un truc comme ça, moi, je pars."* C'est un peu naïf, a souligné Muriel Robin à La Rochelle. *On ne part pas quand on n'a pas de salaire, quand on a quatre enfants, une journée qui commence à six heures et la maison à faire... Il arrive dix heures du soir on est claqué et on se dit qu'on verra demain. Et, de demain en demain, on ne voit pas passer dix, vingt, trente ans... Partir pour dire quoi ? La honte. Jacqueline me l'a dit. Je vais aller dire que cet homme que j'aime est un homme qui a violé mes enfants ? »*

Le tournage n'a pas été aisé. Comme l'a raconté la comédienne : « *Les scènes de violence, elles ont beau être fausses, elles sont obligées d'être un peu vraies. Cela impacte tout le monde sur le plateau car ce qu'on joue, des femmes le vivent. L'an dernier, 123 sont mortes sous les coups de leur mari. Il s'agit d'abandon.* »

De sa révolte, elle a décidé de faire un engagement. Elle interpelle Emmanuel Macron dans une pétition en ligne déjà signée par 88 personnalités, dont Kad Merad et Line Renaud. « *Sauvons celles qui sont encore vivantes* » demande « *une formation obligatoire nationale de tous les métiers de la loi (police, gendarmerie, magistrats) et un plan d'urgence pour l'hébergement des femmes.* » Ainsi qu'une évolution de la loi sur la légitime défense. Muriel Robin appelle à un rassemblement devant le Palais de justice de Paris, le 6 octobre, à 14 heures. ●

MARIANNE BEHAR

22 %
C'EST LA HAUSSE
DES SIGNALEMENTS
DE VIOLENCES FAITES
AUX FEMMES DEPUIS
LE DÉBUT DE L'ANNÉE,
SELON GÉRARD
COLLOMB.



Muriel Robin incarne Jacqueline Sauvage et s'engage contre les violences conjugales. Philippe Warrin/UGC/TF1

LA CHRONIQUE
THÉÂTRE DE JEAN-
PIERRE LÉONARDINI



Famille, je vous ai de tout temps

L'édifice rénové de l'Espace des Arts de Chalon-sur-Saône était inauguré, vendredi, avec éclat. Fruit du travail du groupe d'architectes franco-belges Pierre Hebbelinck et Mathieu Berteloot, l'établissement, qui a statut de scène nationale, est dirigé avec ferveur par Philippe Buquet. Le bâtiment, classé monument historique, érigé en 1971 d'après le projet de l'architecte Daniel Petit, retrouve tout son lustre moderne, avec deux salles de spectacle parfaitement équipées, un vaste espace d'exposition, des lieux de performance et, sur le toit, des résidences pour les artistes. Il y eut d'abord les discours officiels et, le soir, c'était un beau concert de l'Orchestre national de Lyon, sous la baguette du chef Rodion Chhtchédrine. Au programme, des œuvres de Tchaïkovski, de Lili Boulanger, de Debussy et de Ravel. Entre-temps, ce fut du théâtre, notamment *Happy Birthday Sam !*, pièce du jeune auteur Quentin

On retient d'abord un fier brio dans la mise en scène.

Laugier, mise en scène par Alexis Moati (C^{ie} Vol plané), artiste en résidence dans la maison (1).

C'est une histoire de famille, juive venue de Russie, à un moment historique donné, les années 1970 aux États-Unis et au-delà. Ce sont

deux frères, l'un musicien reconnu, l'autre qui n'oublie jamais rien du passé, fils d'un père et d'une mère, militants radicaux qui, lors d'une action d'opposition à un ordre honni, ont fait exploser un local stratégique, causant ainsi la mort de son gardien.

Le thème doit beaucoup à un film de Sidney Lumet. C'est une suite de fragments depuis l'enfance jusqu'à l'âge adulte, au fil de dates ostensiblement croisées, au sein de l'ingénieuse scénographie (Thibault Vancraenenbroeck) d'une maison à cœur ouvert. On retient d'abord un fier brio dans la mise en scène et l'éloquente mobilité hypersensible des interprètes (Carole Costantini, Pierre Laneyrie, Lucas Lemaire, Chloé Martinon, Alexis Moati et Silas Buttner), aptes à vite changer de peau en des rôles divers.

On s'interroge à la fin sur ce que signifie le tout, en dehors d'un familialisme touchant et des douceurs d'enfance (Alexis Moati est passé maître dans ce type de tableaux) lors de l'*Happy Birthday*. Le texte laisse perplexe quant à ses attendus de pensée, quelques courtes séquences préhistoriques laissant entendre l'éternité archaïque sans fin renouvelée du giron familial. Ça se discute. ●

(1) Les 2 et 3 octobre, encore à Chalon-sur-Saône ; au Merlan à Marseille les 17 et 18 octobre ; à Draguignan le 13 novembre ; Aix-en-Provence les 7 et 8 mars 2019 ; au Théâtre national de Nice les 12 et 13 mars ; à Gap le 15 mars, en attendant Bourges et Grenoble, etc.

OPÉRA

Nous aussi, on aime Bérénice

À l'Opéra Garnier à Paris, le compositeur contemporain Michaël Jarrell porte les mots de Racine comme autant de bijoux sertis dans la matière sonore.

« **I**l renvoya Bérénice, malgré lui et malgré elle. » C'est avec ces quelques mots que Suétone, l'auteur romain des *Vies des douze Césars*, évoque la séparation de l'empereur Titus d'avec la femme qu'il aime. La reine de Judée, bien que citoyenne romaine car son pays est intégré à l'empire, reste une étrangère, rejetée à ce titre par le peuple de Rome. La vérité historique est un peu plus complexe. Bérénice, plus âgée que Titus, a déjà été mariée trois fois et passe pour un catin royale. Peu importe, Racine, en 1670, s'empare du sujet pour en faire une tragédie minimale sans meurtres, ni sang. Il n'a que 30 ans et entre en rivalité avec son aîné de vingt ans Corneille, qui a choisi de traiter le même sujet. Aujourd'hui, son œuvre l'a emporté.

Bérénice, dans l'opéra contemporain de Michaël Jarrell créé samedi dernier à l'Opéra Garnier, c'est Barbara Hannigan. Choix heureux. On aime la soprano et chef d'orchestre canadienne pour sa voix fluide et aérienne comme pour son côté fantasque, son engagement physique dans ses rôles. C'est ici le cas quand elle se déchaîne contre Titus (le baryton danois Bo Skhovus, excellent lui aussi), avant de se jeter à nouveau dans ses bras en désespérée.

Michaël Jarrell, quand bien même il a une petite tendance à abuser un peu des timbales, est un compositeur contemporain qui emporte le plus l'adhésion. Non par facilité, mais parce qu'il propose des partitions puissantes, avec des univers de tension dramatique, dans les tonalités sombres comme dans les éclats des aigus. Il a pris ici le parti remarquable de ne pas sortir du texte de Racine et des alexandrins en y pratiquant des coupes claires. Ce qui, à certains moments, donne de véritables bijoux poétiques comme sertis dans la matière sonore, servie par Phi-



Des partitions puissantes, avec des univers de tension dramatique. Monika Rittershaus/Opéra national de Paris

lippe Jordan. Ainsi des derniers vers, quand Bérénice se retire de la scène, laissant en tête à tête Titus et Antiochus (le baryton Ivan Ludlow, lui aussi excellent), les deux hommes qui l'aiment. « *J'aime Titus, je le fuis, Titus m'aime, il me quitte. Portez loin de mes yeux vos soupirs et vos fers. Tout est prêt, on m'attend. Ne suivez point mes pas.* » •

MAURICE ULRICH

Les 2, 5, 8, 10, 14 et 17 octobre.

CARNET

Claudie Weill, historienne du mouvement ouvrier, est décédée. Née pendant l'Occupation, enfant cachée au Chambon-sur-Lignon pour échapper à l'extermination nazie, l'historienne marxiste qu'elle était devenue, chercheuse à l'École pratique des hautes études, avait exploré des problématiques liées à l'internationalisme, la question nationale et les migrations. Spécialiste d'Otto Bauer et de Rosa Luxemburg, elle a été de l'aventure de la revue *Autogestion*, puis des comités de rédaction de *l'Homme et la société* et de *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, impliquée dans le Groupe de recherche sur les mouvements étudiants et le réseau sur l'histoire des migrations étudiantes. En 2004, elle a publié *les Cosmopolites : socialisme et judéité en Russie* (Syllepse). L'Humanité présente ses condoléances à sa famille et à ses proches.

Abonnements

ABONNEMENT COUPLÉ l'Humanité quotidienne, avec le magazine l'Humanité Dimanche, chaque jeudi.
Par prélèvement mensuel :
☐ **abonnement postal 39,50 €** ☐ **abonnement au portage 42,50 €**
Tarif spécial : chômeur, étudiant et moins de 26 ans (justificatif obligatoire)
☐ **postal 29,50 €**
Par chèque :
☐ **un an postal 465 €** ☐ **6 mois postal 255 €** ☐ **un an au portage 499 €**

ABONNEMENT à l'Humanité quotidienne.
Par prélèvement mensuel :
☐ **abonnement postal 31 €** ☐ **abonnement au portage 36 €**
Tarif spécial : chômeur, étudiant et moins de 26 ans (justificatif obligatoire)
☐ **postal 23,50 €**
Par chèque :
☐ **un an postal 370 €** ☐ **6 mois postal 210 €** ☐ **un an au portage 430 €**

ABONNEMENT WEEK-END l'Humanité quotidienne du vendredi/samedi/ dimanche avec le magazine l'Humanité Dimanche, chaque jeudi.
Par prélèvement mensuel un an postal :
☐ **abonnement postal 19 €**
Par chèque :
☐ **un an postal 225 €** ☐ **6 mois postal 130 €**

UNE QUESTION ? LA RELATION LECTEUR VOUS RÉPOND AU 01 55 84 40 30.

Nom..... Prénom.....
Adresse.....
Code postal..... Ville.....
Téléphone..... Adresse e-mail.....

Joindre obligatoirement un RIB ou le règlement à ce bon et retourner le tout à l'Humanité, Service diffusion, 3, rue du Pont de l'Arche, 37550 Saint-Avertin.

Vous pouvez aussi vous abonner très simplement sur www.humanite.fr

Mots croisés

HORIZONTALEMENT
1. Mères. **2.** Élèves du primaire. **3.** Consignera pour ne pas oublier. Une nappe d'eau stagnante. **4.** Comme un cœur de pierre. Bien émêché. **5.** Singes-araignées. Auge dans laquelle on sale les harengs. **6.** Troisième corde du violon. Met hors de contact. **7.** Grandes tasses cylindriques. Meurtris un fruit par un coup. **8.** Aller ça et là, sans but précis. Vase funéraire. **9.** Rendirent plus attrayant. **10.** Facile. Désavantages.

VERTICALEMENT
I. Montera sur ses grands chevaux (se). **II.** Partie d'un combiné téléphonique. **III.** À nous. Obèse. **IV.** Javeau. Ruban étroit dont on borde une étoffe. **V.** Halées. Sur une borne. **VI.** Roue à gorge. Fer de charrue qui creuse un sillon. Dieu céleste. **VII.** Iridium. Ancienne corne-muse. **VIII.** Appareils qui mesurent la hauteur du plafond nuageux. **IX.** Prophète biblique. Infus. **X.** Parties inférieures d'un haut fourneau.

SOLUTION : HORIZONTALEMENT. **1.** Gémissements. **2.** Écolières. **3.** Écolières. **4.** Dur. Noir. **5.** Arèles. Mée. **6.** R. Isolé. **7.** Mugs. **8.** Côtis. **9.** Mugs. **10.** Mugs. **VERTICALEMENT.** **I.** Gémissements. **II.** Écouteur. **III.** Notre. Gros. **IV.** Aisé. Léses. **V.** Tirées. RN. **VI.** R. Loure. **VII.** Ir. Loure. **VIII.** Célestes. **IX.** Escal. Inne. **X.** Creusets.

PIF D'après C. ARNAL



ESSAI

Heidegger, toujours actuel, hélas

Directeur de recherches au CNRS, François Rastier souligne la portée de la « prophétie » nazie. Nicolas Weill s'évertue à sauver la « douleur de la pensée ».

HEIDEGGER, MESSIE ANTISÉMITES

François Rastier

Le Bord de l'eau, 186 pages, 16 euros

HEIDEGGER ET LES CAHIERS NOIRS

Nicolas Weill

CNRS Éditions, 208 pages, 23 euros

La publication des *Cahiers noirs* voilà déjà quelques années aurait pu mettre un terme aux débats sur ses rapports au nazisme et à l'antisémitisme. Il n'en est rien. S'il se trouve une poignée d'irréductibles pour les nier, les passages antisémites des *Cahiers* sont reconnus comme tels, mais les débats se sont déplacés. Sont-ils déconnectés de l'œuvre philosophique elle-même ou en sont-ils une expression significative pour ne pas dire ultime ? Deux livres viennent de paraître sur la question, celui de Nicolas Weill et celui de François Rastier, auteur déjà de *Naufrage d'un prophète* (PUF, 2015).

Une remarque préalable. Journaliste au *Monde* et défenseur de Heidegger, Nicolas Weill est publié aux éditions du CNRS. François Rastier, directeur de recherche au CNRS, est publié aux éditions Le Bord de l'eau. Peut-on y voir un reflet de la situation qui perdure en France avec une réception étonnamment positive de Heidegger ? Cela, malgré les écrits d'Adorno, Bourdieu, Farias, plus récemment Emmanuel Faye bien sûr, et depuis Sidonie Kelllerer, Stéphane Domeracki, pour ne citer que quelques noms.

Un regard inédit au présent

François Rastier confirme l'usage de l'Être comme mot couvert pour désigner la patrie et le « destin » du peuple allemand en même temps qu'il apporte encore des précisions quant à la participation durable de Heidegger à de hautes instances du nazisme où va se programmer l'extermination qu'il appelle lui-même dès 1934, avec « l'éradication totale de l'ennemi intérieur ». Mais surtout son livre est un regard inédit au présent. Heidegger lui-même avait organisé la publication de ses œuvres complètes dont les *Cahiers noirs* font partie, avec la volonté de laisser un message pour les temps à venir. C'est ainsi, démontre Rastier, qu'il a adopté la posture d'un prophète apocalyptique des temps nouveaux avec un nazisme en quelque sorte refondé en sa grandeur interne et son principe barbare pour reprendre ces



Martin Heidegger, vers 1950. Rue des Archives/SPPS

termes de Heidegger lui-même. Ce qui pourrait apparaître comme un pur délire n'est pas sans écho aujourd'hui. Avec les poussées identitaires et les extrêmes droites, au sein de l'islamisme radical, voire chez certains penseurs réputés de gauche, la « prophétie » heideggérienne est reconnue, assumée et inspiratrice. « Outre que cela touche les élites intellectuelles des universités les plus prestigieuses, les enjeux politiques et idéologiques de la banalisation du nazisme, même spiritualisé et dépassant les vulgarités de l'hitlérisme, apparaissent vite, dès qu'il s'agit de réécrire l'histoire, de récuser l'État de droit et la démocratie, de justifier "philosophiquement" les obsessions identitaires, voire, au titre du postcolonialisme, le terrorisme islamiste. »

Nicolas Weill, s'il reconnaît les propos antisémites, se garde bien de les commenter, dans une complète occultation

des divers travaux publiés, préférant s'attarder sur les diatribes antichrétiennes qui y figurent (sauf qu'elles n'ont pas eu pour le moins les mêmes conséquences !) pour nous confier qu'il faudra « regretter le discrédit d'un penseur qui, par ses aspérités, redouble la difficulté, voire la douleur de penser, dans une époque si peu encline à la profondeur, à la réflexion et aux remises en question », lequel penseur nous propose selon lui malgré les « polémiques » dominées par la question de l'antisémitisme – secondaires à ce qu'il semble – « un édifice philosophique d'une richesse considérable dont le foisonnement et la diversité atteignent la dimension des Essais de Montaigne » et qui ressemble, par son aspect extérieur, « à certaines œuvres de Nietzsche ou aux Pensées de Pascal ». On croit rêver. ●

MAURICE ULRICH

IDÉES

Avec Gramsci, poésie contre capitalisme

Avec le Poulailleur de la philosophie, Serge Pey déconstruit le système chosifiant.

Anthropologue et préhistorien, déjà, le poète Serge Pey postulait un culte de l'excrément qui mit Homo sapiens sur la voie de la spiritualité. Récemment, dans ses *Histoires sardes* (1), il racontait l'impact sur le narrateur des toilettes familiales dans le poulailler. Le père – on est sous Mussolini – y a prudemment remis un portrait de Trotski légendé « Celui qui ne sait pas d'où il vient ne sait pas où il va », et une affiche de l'insurrection de Turin, le tout découpé dans *l'Unità*. S'ensuit pour l'usager une réflexion philosophique sur la dialectique : l'excrément mangé par la poule sert l'œuf qui est transformé en omelette, laquelle nourrit la famille. Le consommateur contribue au cycle. Mais en mangeant l'omelette, nous ne dévorons pas que de la nourriture. Nous mangeons de la cuisine et les histoires qui l'entourent : nous habitons le langage. Mais l'excrément, si on y pense, est sublimé en cette histoire elle-même et jusqu'à cette tribune – tel est le « travail de culture ». Nous savons l'équivalence freudienne de l'argent et des selles, ainsi que les caractéristiques obsessionnelles qui en découlent : avarice, accumulation, égoïsme. Aussi nous devons l'admettre : le capitalisme est anal. Il n'est pour s'en convaincre qu'à prendre acte de la façon dont il traite les migrants, les plus pauvres, les plus faibles, les enfants : littéralement comme des m..., à l'envers de ce travail de culture.

Le poète nous livre une voie peu soulignée contre le capitalisme : la sublimation, la poésie. Sublimier, c'est porter l'objet (et quel objet ici !) à la dignité de la Chose. Chacun de nous s'interroge sur ce qu'il est, et chacun fait l'épreuve d'une impossibilité à saisir du réel de ce qu'il est : là est la Chose qui échappe à chacun, l'énigme qui fait sa singularité. Que suis-je réellement, de quel réel suis-je ? Aussi, la Chose ne s'accumule pas, ne se collectionne pas, parce qu'elle ne se laisse pas attraper par les moyens du langage, fussent-ils techniquement assistés, même si le néolibéralisme rêve, lui, de nous transformer en cyborgs ou en machines. Le capitalisme anal prétend faire de nous des objets exploitables et jetables comme les autres. La Chose continue de creuser le langage : là, la poésie est à l'œuvre, cherchant à faire une place à ce qui, de chacun, brille de n'avoir aucune valeur marchande. L'utilité du précieux inutile. Et, par là, elle défait la logique néolibérale. Le XXI^e siècle doit être poétique si nous voulons mettre le capitalisme hors de soi. Il est juste temps. ●

MARIE-JEAN SAURET

PSYCHANALYSTE

(1) *Histoires sardes d'assassinats, d'espérance et d'animaux particuliers* (le Castor astral).

DES PARLEMENTAIRES RÉAGISSENT

« Il n'est pas imaginable que la Commission seule et avec des motivations incomprises favorise les ports du nord de l'Europe au détriment de nos ports. »
Extrait d'un courrier envoyé à la commissaire européenne aux Transports et signé par 28 députés.

500 000

C'est le nombre d'emplois générés par l'économie maritime en France, selon l'Insee (chiffre supérieur à celui de l'industrie automobile).

Enquête

TRANSPORTS

L'Union européenne raye les ports français de ses voies maritimes

À la suite du Brexit, la Commission européenne a choisi de revoir le tracé des corridors maritimes bordant le continent, en ne retenant aucun port français. Des députés communistes et la CGT montent au créneau.



Un coup dur pour le port du Havre, qui pourtant peut traiter 23 containers à l'heure, contre 16 pour son équivalent néerlandais à Rotterdam. Damien Meyer/AFP

Les vagues provoquées par le Brexit n'ont pas fini d'être utilisées par les instances de l'Union européenne pour libéraliser et désorganiser l'économie et l'activité des pays membres. Cette fois, la lame touche les ports français. En effet, la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (UE), entamée le 29 mars 2017, a conduit la Commission européenne à modifier les trajets des navires marchands dans les océans et les mers qui entourent le continent. Une révision censée éviter d'isoler l'Irlande de la partie continentale de l'UE. C'est ce qu'a annoncé le 1^{er} août dernier Violeta Bulc, la commissaire européenne aux Transports, en présentant le projet de modification du corridor du réseau central transeuropéen entre la mer du Nord et la Méditerranée. Sauf que, si de nouvelles liaisons sont ajoutées entre les ports irlandais de Dublin et Cork et les ports belges de Zeebrugge et Anvers ou encore celui de Rotterdam (Pays-Bas), aucun port français n'est prévu dans ce nouveau plan. Une situation que dénoncent les députés communistes Jean-Paul Lecoq et Pierre Dharréville dans une lettre au premier ministre. Relayant « la stupéfaction et l'incom-

préhension de la communauté maritime et portuaire nationale », les parlementaires, dont les circonscriptions comprennent notamment les ports du Havre et de Marseille-Fos-sur-Mer, rappellent l'évidence : « Il suffit de prendre une carte pour s'apercevoir que vouloir créer des corridors maritimes entre les ports irlandais et les ports belges et néerlandais en écartant nos ports nationaux (...) constitue un non-sens. »

« Affaiblir économiquement la Grande-Bretagne pour la punir du Brexit en misant sur l'Irlande »

Xavier Bertrand, président (LR) du conseil régional des Hauts-de-France, dont les ports de Calais et de Dunkerque sont également exclus du nouveau corridor, a également réagi, estimant que « la Commission européenne doit revoir sa copie et le gouvernement réagir ». Un risque pour les ports français de regarder passer les navires plutôt que de les voir accoster, et ce, alors que l'efficacité y est parfois supérieure aux autres places portuaires. C'est le cas au Havre, qui traite 23 conteneurs à l'heure, contre 16 seulement pour le port de Rotterdam, pourtant automatisé en grande partie. Jean-Paul Lecoq y voit aussi une volonté

d'« affaiblir économiquement la Grande-Bretagne pour la punir du Brexit en misant sur l'Irlande et en faisant de ce pays une plateforme portuaire majeure reliée à des autoroutes maritimes vers le cœur de l'Europe ». Un « jeu dangereux », juge le député havrais, « parce qu'ici ce n'est pas l'intérêt général qui prime, celui des États membres et des peuples de l'Union, mais un intérêt économique, de guerre économique, de dumping économique ». Si Pierre Dharréville et lui se sont associés avec d'autres députés pour saisir la commissaire européenne et lui réclamer d'intégrer les ports français au corridor, ils ont également demandé à Édouard Philippe de quelle façon une telle proposition a pu être élaborée sans que le gouvernement et la communauté portuaire n'y soient associés. En outre, comment ce dernier a-t-il pu ne pas voir que le financement des ports français par l'Europe dans le cadre des investissements prévus pour le futur réseau transeuropéen de transport (RTE-T) serait remis en cause ?

Des marchandises qui devront être acheminées par route avec un impact écologique désastreux

Pour Serge Coutouris, secrétaire général adjoint de la fédération CGT des ports et docks, la réponse est à chercher du côté du lobbying exercé à Bruxelles par « des places portuaires qui ont déjà bénéficié largement des aides de l'Europe ». Il y a dix ans, le port de Rotterdam bénéficiait déjà de 900 millions d'euros de fonds européens alors que les ports français devaient se partager seulement 174 millions d'euros. Le syndicaliste pointe aussi l'inertie du gouvernement, auquel la CGT réclame la création d'un véritable ministère de la Mer, afin de

« promouvoir une politique d'investissement ambitieuse et à la hauteur du statut de la France et de sa particularité géographique ». Le gouvernement préfère orienter l'économie sur le tourisme, plutôt que de valoriser ses atouts industriels, dont les ports sont une pièce maîtresse, selon Serge Coutouris. Certains petits ports français seraient même mis en danger, et avec eux « toute l'économie du territoire environnant », fait-il remarquer. L'inquiétude est d'autant plus grande que les marchandises, qui devront être acheminées par route des ports belges et néerlandais vers la France au lieu d'y arriver directement par bateaux, auront un impact écologique catastrophique. Dans un communiqué commun, la CGT des ports et docks et celle des douanes sollicitent elles aussi le gouvernement et réclament qu'il obtienne des modifications de ce projet, exprimant leur refus de « subir les conséquences de décisions des technocrates de l'Europe sous le diktat des lobbyings ». Chez les travailleurs portuaires et dockers, la date de la mobilisation du 9 octobre sera un premier pas pour faire entendre la voix des ports et de ceux qui les font vivre. ●

OLIVIER MORIN

KARIMA DELLI, EURODÉPUTÉE (EELV), A DÉPOSÉ UN AMENDEMENT AFIN D'OBTENIR UN FONDS D'INVESTISSEMENT POUR LES INFRASTRUCTURES PORTUAIRES.

« Un animal grégaire,
un être docile,
maladif, médiocre,
l'Européen
d'aujourd'hui ! »
Friedrich Nietzsche



BONNET D'ÂNE

« Il faut du travail pour faire les travaux, des jeunes comme toi, là, t'es costaud comme tout, il faut que tu travailles là-dedans. »

EMMANUEL MACRON n'en démord pas. En déplacement sur l'île dévastée de Saint-Martin, il a dit à un jeune braqueur d'utiliser ses muscles pour changer de boulot. Pathétique.

C'EST UN MONDE

QUÉBEC RECHERCHE IMMIGRÉS

Sans l'immigration, pas de production. Au Québec, par manque de main-d'œuvre, les DRH vont eux-mêmes recruter au Costa Rica et en Tunisie directement... Avec un taux de chômage historiquement bas, la province francophone, qui élit aujourd'hui un nouveau gouvernement, recherche actuellement au moins 100 000 travailleurs ! Et pourtant, dans leurs discours de campagne, les candidats brandissent encore la menace de l'immigration, accusée de menacer le creuset national. Pourquoi alors ne pas embaucher des autochtones d'origine amérindienne ? Les préjugés ! Toujours et encore les préjugés...

MEDIATOC

ET LES CLASSES POPULAIRES ?

Le dernier numéro de *Marianne* veut tirer la sonnette d'alarme : les classes moyennes sont « à l'agonie ». Problème : qui sont, concrètement, les « classes moyennes » ? Natacha Polony, nouvelle directrice de la rédaction, nous explique qu'il ne s'agit pas d'une « catégorie économique, mais sociologique ». « Ce sont toutes ces populations dépourvues de capital autre qu'immobilier, n'ayant acquis leur niveau de vie que par leur travail. » Une définition plutôt large, qui pourrait s'appliquer en partie aux classes populaires. Sauf que celles-ci, d'après Natacha Polony, ont été « éradiquées » par « les vagues successives de désindustrialisation ». Les ouvriers et employés, qui représentent encore aujourd'hui plus de la moitié des actifs et retraités, seront certainement heureux d'apprendre qu'ils n'existent plus. La notion floue de « classe moyenne » a-t-elle d'autre but que de parachever un processus d'invisibilisation des classes populaires ?

Ça pique ! par Coco



ILS N'ONT PAS HONTE !

L'archevêque de Paris en croisade

Comparer les recherches sur l'embryon humain aux « médecins nazis qui pensaient qu'ils faisaient de la recherche »... Voilà une charge idéologique écoeurante venue de la bouche de l'archevêque de Paris, M^{gr} Michel Aupetit. Nommé par le pape François en janvier dernier, cette voix influente de l'Église s'est répandue dans un entretien donné hier au *Parisien Dimanche*. Tout au long des deux pages, cet ancien médecin tente de « réveiller les consciences » à nouveau face à l'extension de la procréation médicalement assistée aux femmes seules et aux couples de femmes. S'il ne se prononce pas sur la nécessité d'une mobilisation, comme cela avait été le cas contre le mariage pour tous, dont il regrette qu'elle n'ait pas eu d'impact sur « le plan légal », il n'en demeure pas moins qu'il se dit prêt à participer à une manifestation « en tant que citoyen ». Face à ces lobbys catholiques et réactionnaires, les associations de patients ne baissent pas les bras. L'association Bamp,

collectif de patients de l'AMP (aide médicale à la procréation) et de personnes infertiles, affirme qu'« il est nécessaire en 2018 de défendre l'assistance médicale à la procréation, le don de gamètes, contre les attaques idéologiques, contre les menaces de manifestations massives des anti-

PMA, contre les propos violents et insultants des apôtres d'un seul modèle de famille, d'une seule procréation qui serait « digne » de respect ». Outre cet appel à battre le pavé, M^{gr} Aupetit réitère au passage son soutien au président du syndicat de gynécologues qui a assimilé l'IVG à un homicide : « Je le soutiens dans son expression. (...)

L'objection de conscience fait partie du droit médical et elle est intouchable. » Sauf que des sénateurs socialistes ont déposé une proposition de loi pour supprimer cette clause de conscience. « Cela signifie qu'on entre dans une forme de dictature », a-t-il réagi. On se demande bien de quel côté se trouve la dictature !

DANS UN
ENTRETIEN AU
PARISIEN, M^{gr} MICHEL
AUPETIT, ARCHEVÊQUE
DE PARIS, LANCE
UN APPEL AUX
CATHOLIQUES
À SE MOBILISER
CONTRE L'EXTENSION
DE LA PMA.

IXCHEL DELAPORTE

BLING-BLING

La Maison-Blanche vient de s'offrir plusieurs limousines blindées dernier cri, construites par General Motors, de marque Cadillac, avec sept places sur la banquette arrière. Leur prix ? 1,2 million d'euros pièce...

Le billet de Maurice Ulrich

Question



L'attaque de boucheries par des militants dits animalistes est « un combat politique de justice sociale », c'est « de la légitime défense pour nos alter ego », ces autres

nous-mêmes que sont les animaux. Sans doute sommes-nous devenus à juste titre beaucoup plus sensibles à la souffrance, aux conditions de transport et d'abattage de ceux que nous consommons. Mais les mots de Solveig Halloin, porte-parole du mouvement ultra Boucherie abolition, à la télévision interpellent. Ceux que nous avons cités. Et ceux-ci, sur LCI : « Au moment où nous parlons, des camions de déportation arrivent dans les camps de la mort. » On comprend très bien que madame Halloin ne choisisse pas ses expressions au hasard et on se doit donc de lui poser cette question. Si tuer des animaux c'est la même chose que ce que fut l'extermination des juifs, des Tziganes, des handicapés, est-ce que, inversement, pour elle, l'extermination des juifs, c'était la même chose que tuer des animaux ?

L'HUMANITÉ

Fondateur : Jean Jaurès.
Directeur : Patrick Le Hyaric.
Société anonyme à directeur et conseil de surveillance. Société nouvelle du journal *l'Humanité* (SA 99 ans à compter du 1^{er} janvier 1957).
Capital social : 2 500 000 euros.
Siège social : 5, rue Pleyel, immeuble Calliope, 93528 Saint-Denis CEDEX.
Téléphone : 01 49 22 72 72.
Service diffusion (fax) : 01 49 22 73 37.
Service aux abonnés : 01 55 84 40 30 - relationlecteur@humanite.fr.
Vente commerciale : 01 49 22 73 31.
Vente militante : 01 49 22 73 47.
Publicité : Comédiance.
Téléphone : 01 49 22 74 43 (commerciale)
01 49 22 74 53 (annonces classées)
01 49 22 74 89 (annonces légales).
Directoire : Patrick Le Hyaric, président du directoire et directeur de la publication ; Patrick Apel-Muller, directeur de la rédaction ; Silvere Magnon, secrétaire général et co-directeur de la publication.
Conseil de surveillance : Jean-Louis Frostin, président.
Actionnaires principaux : l'Association des lectrices et lecteurs de *l'Humanité* ; l'Association des diffuseurs de *l'Humanité*.
Impression : POP (La Courneuve), Mop (Vitrolles), Nancy-Print, CILA (Nantes).
Numéro ISSN : 0242-6870.
Dépôt légal : date de parution.
Commission paritaire : 0418 C 79615.
Tirage du jeudi 27 septembre 2018 : 42 377 exemplaires.

Imprimé sur des papiers produits en France, Belgique et Espagne - 60% ou 100 % de fibres recyclées - IFDG. Expropriation P.Tot : 0,01 kg/tonne.

